



T3

RAPPORT FINANCIER DU
TROISIÈME TRIMESTRE 2015-2016

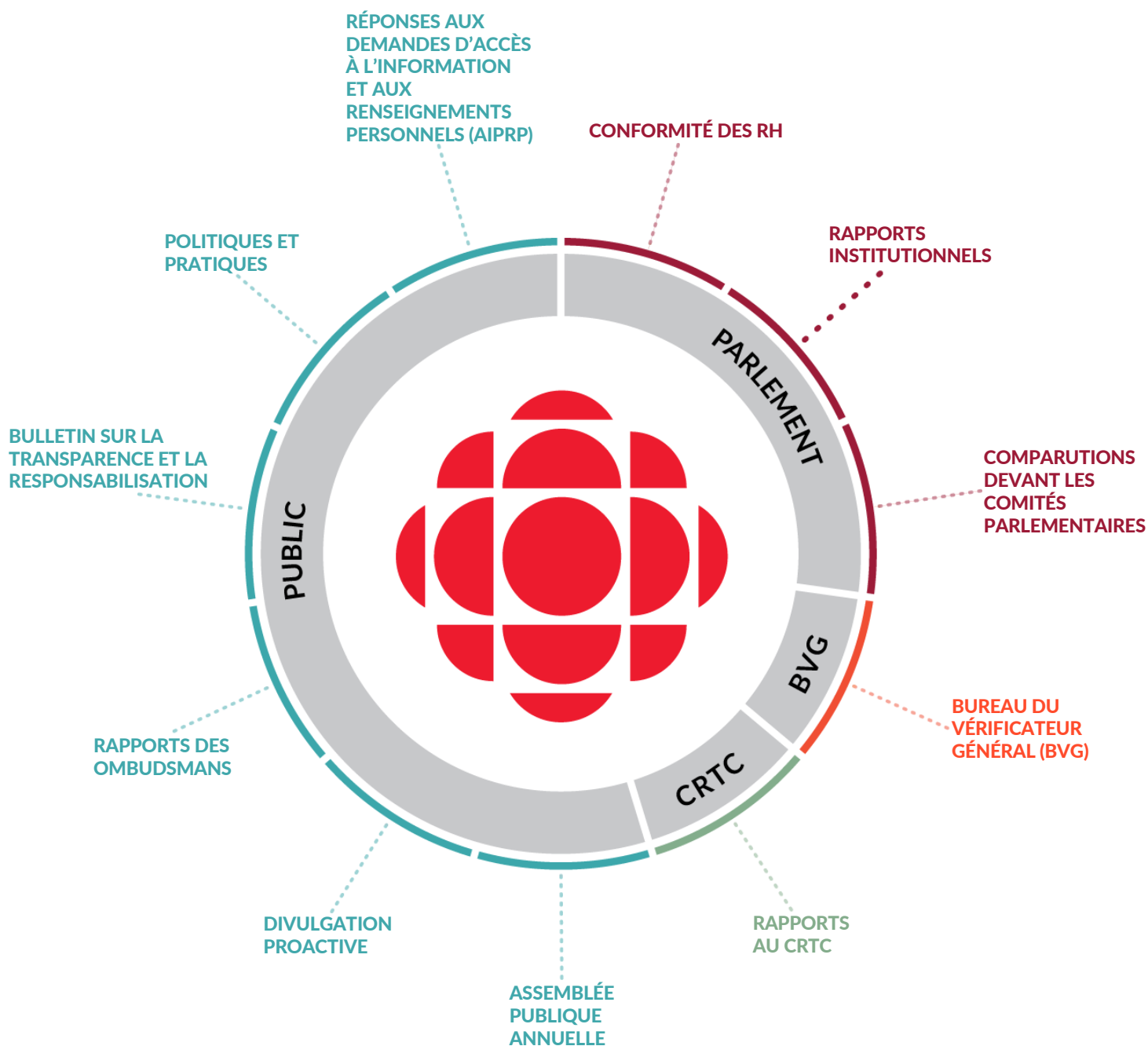
TABLE DES MATIÈRES

Pages

ENGAGEMENT DE CBC/RADIO-CANADA ENVERS LA TRANSPARENCE ET LA RESPONSABILISATION.....	3
RAPPORT DE GESTION	4
FAITS SAILLANTS FINANCIERS DU TRIMESTRE	5
FAITS SAILLANTS DES ACTIVITÉS	6
1. LE POINT SUR LE RENDEMENT	9
1.1 INDICATEURS STRATÉGIQUES	9
1.2 INDICATEURS OPÉRATIONNELS.....	13
2. ANALYSE DES RÉSULTATS.....	17
2.1 RÉSULTAT EN IFRS ET RÉSULTAT D'EXPLOITATION SUR UNE BASE COURANTE	17
2.2 TOTAL DU RÉSULTAT GLOBAL.....	21
3. RESSOURCES EN CAPITAL, SITUATION FINANCIÈRE ET LIQUIDITÉS.....	22
3.1 RESSOURCES EN CAPITAL.....	22
3.2 SITUATION FINANCIÈRE ET LIQUIDITÉS.....	24
4. LE POINT SUR LES PERSPECTIVES ET LES RISQUES.....	25
5. PRÉSENTATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE.....	27
5.1 NORMES COMPTABLES FUTURES.....	27
5.2 ESTIMATIONS ET JUGEMENTS COMPTABLES IMPORTANTS	27
5.3 TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES.....	27
DÉCLARATION DE LA RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION PAR LES CADRES SUPÉRIEURS	28
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES.....	29
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES.....	34

ENGAGEMENT DE CBC/RADIO-CANADA ENVERS LA TRANSPARENCE ET LA RESPONSABILISATION

En tant que radiodiffuseur public national, nous accordons beaucoup d'importance à notre obligation de transparence et de responsabilisation envers les Canadiens. Pour nous acquitter de nos responsabilités à cet égard, nous publions sur notre [site web institutionnel](#) de l'information sur nos activités et sur la gestion des ressources publiques qui nous sont confiées.



RAPPORT DE GESTION

Exigences concernant les rapports trimestriels

Outre un rapport annuel, nous sommes tenus – comme la plupart des sociétés d'État canadiennes sous régime fédéral – de déposer des rapports financiers trimestriels pour les trois premiers trimestres de chaque exercice. Le rapport de gestion qui suit vise à donner au lecteur un aperçu des activités et du rendement de la Société pour le troisième trimestre de 2015-2016 et doit être lu en parallèle avec le [Rapport annuel de 2014-2015](#). Conformément à notre engagement de faire preuve de transparence et d'assurer une surveillance efficiente des fonds publics qui nous sont alloués, nous avons le plaisir de présenter notre rapport trimestriel pour le troisième trimestre, terminé le 31 décembre 2015.

Ces états financiers consolidés résumés intermédiaires n'ont pas fait l'objet d'un examen par notre auditeur.

Saisonnalité

La majeure partie de nos revenus autogénérés est constituée de revenus publicitaires. Ceux-ci suivent un cycle saisonnier dicté par notre grille de programmation et varient aussi en fonction des conditions du marché, de l'économie en général et du rendement de la grille. Les revenus d'abonnement sont relativement plus stables d'un trimestre à l'autre. Les dépenses d'exploitation tendent également à suivre un cycle saisonnier, fluctuant aussi au gré des variations de la grille de programmation.

Les crédits parlementaires sont constatés en résultat en fonction du budget annuel, qui reflète les influences saisonnières sur les dépenses et les revenus autogénérés.

Note relative aux déclarations prospectives

Ce rapport renferme des déclarations prospectives sur la stratégie, les objectifs et les résultats d'exploitation et financiers escomptés. Les verbes « croire », « s'attendre », « prévoir », « anticiper », « projeter », « planifier », « estimer », de même que l'emploi du futur ou du conditionnel ainsi que de mots et d'expressions semblables dénotent généralement des énoncés prospectifs. Les déclarations prospectives sont basées sur les hypothèses générales suivantes : le financement public de CBC/Radio-Canada demeure conforme aux annonces faites dans le budget fédéral et le contexte de la réglementation de la radiodiffusion ne changera pas fondamentalement. Les principaux facteurs de risque et d'incertitude sont décrits à la section 4, *Le point sur les perspectives et les risques*, du présent rapport. Toutefois, certains risques et certaines incertitudes échappent à notre volonté et restent difficiles à prévoir. Ceux-ci comprennent, sans s'y limiter, des facteurs liés à la conjoncture économique et financière, au marché publicitaire ainsi que d'autres facteurs d'ordre technologique et réglementaire. En raison de l'influence de ces facteurs ou d'autres facteurs, les résultats réels peuvent différer considérablement des prévisions contenues, de manière explicite ou implicite, dans les déclarations prospectives.

Mesure non conforme aux IFRS

Le présent rapport comprend la mesure « résultat d'exploitation sur une base courante », qui n'a pas de sens normalisé prescrit par les normes internationales d'information financière (IFRS). Il est donc peu probable qu'on puisse la comparer avec des mesures du même type présentées par d'autres entreprises. Plus de détails sont fournis à la section 2, *Analyse des résultats*.

FAITS SAILLANTS FINANCIERS DU TRIMESTRE

REVENUS

La diminution de 2,7 % des revenus tirés de nos activités courantes ce trimestre est attribuable aux faits suivants :

- ▶ l'affaiblissement persistant du marché de la publicité à la télévision qui affecte l'ensemble de l'industrie, particulièrement le marché francophone;
- ▶ l'absence de revenus provenant de nos actifs de production mobile, ceux-ci ayant été vendus en juin 2015.

Cette diminution a été compensée en partie par l'augmentation des revenus d'abonnement aux plateformes spécialisées des Services français, par la croissance des ventes de publicité sur les plateformes numériques, et par les revenus publicitaires relatifs à la couverture des élections fédérales.



NOS REVENUS

2015/16 : 139 M\$

2014/15 : 143 M\$

Hausse totale (4 M\$) ▼ 2,7 %



NOS DÉPENSES

2015/16 : 419 M\$

2014/15 : 416 M\$

Hausse totale +3 M\$ ▲ 0,6 %

DÉPENSES

L'augmentation de 0,6 % des dépenses liées aux activités courantes ce trimestre tient aux faits suivants :

- ▶ de nouveaux investissements dans le contenu, conformément au plan stratégique quinquennal de la Société;
- ▶ des dépenses additionnelles dues à la couverture des élections fédérales.

L'effet de nos initiatives de réduction des coûts a permis de compenser les dépenses dans ces postes spécifiques.

RÉSULTAT NET

Outre les revenus et les dépenses ci-dessus, le résultat net en IFRS et le résultat d'exploitation sur une base courante reflètent le moment auquel les prélèvements du financement public ont été effectués.

(en milliers de dollars canadiens)

	Pour les trois mois terminés le 31 décembre		
	2015	2014	Écart en %
Revenus	139 173	142 971	(2,7)
Dépenses	(418 558)	(416 216)	0,6
Résultat avant financement public et éléments hors exploitation	(279 385)	(273 245)	(2,2)
Financement public	254 121	265 305	(4,2)
Résultat avant éléments hors exploitation	(25 264)	(7 940)	(218,2)
Résultat net de la période en IFRS	(27 081)	(5 952)	(355,0)
Résultat d'exploitation sur une base courante¹	(1 734)	15 394	N. S.

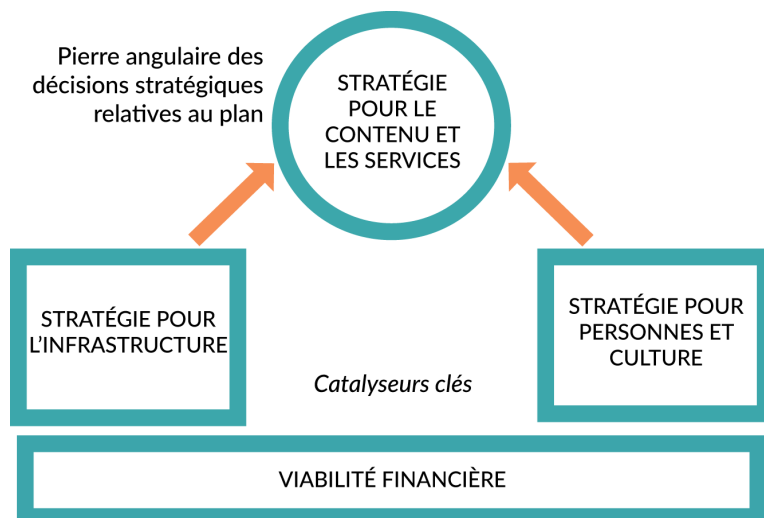
N. S. non significatif

¹Le résultat d'exploitation sur une base courante n'est pas une mesure conforme aux IFRS. Ce résultat ne comprend pas les éléments qui ne nécessitent pas d'apport en fonds d'exploitation ou qui ne contribuent pas aux fonds d'exploitation. Un rapprochement du résultat net avec le résultat d'exploitation sur une base courante est présenté à la section 2, Analyse des résultats.

FAITS SAILLANTS DES ACTIVITÉS

CBC/Radio-Canada transforme sa façon d'engager la conversation avec les Canadiens. Avec sa nouvelle stratégie quinquennale, [Un espace pour nous tous \(Stratégie 2020\)](#), CBC/Radio-Canada sera plus locale, plus numérique et viable financièrement. La Société aspire à être le lieu de rencontre de tous les Canadiens intéressés à avoir une conversation nationale sur les enjeux qui les touchent de près. Le plan stratégique comporte les quatre objectifs suivants, qui visent à nous donner les moyens de réussir aujourd'hui et à l'ère de la postradiodiffusion traditionnelle.

1. Grâce à notre contenu distinctif, accroître et approfondir notre lien avec les Canadiens; les amener à participer à l'espace public.
2. Changer notre infrastructure pour faire place à une simplicité, à une flexibilité, à une agilité et à une collaboration accrues.
3. Créer une culture de collaboration, de responsabilité, d'audace, d'action et d'agilité, avec des effectifs reflétant la réalité du pays.
4. Atteindre la viabilité financière, incluant la capacité d'investir dans l'avenir.



CONTENU ET SERVICES

Dans notre plan stratégique quinquennal, nous nous sommes engagés à transformer notre façon d'interagir avec les auditoires. Les paragraphes qui suivent décrivent quelques initiatives multiplateformes stratégiques qui ont vu le jour au troisième trimestre et leur effet sur notre capacité à tisser des liens avec les utilisateurs de nos services.

Comme nous l'avons expliqué dans notre [rapport trimestriel](#) précédent, les Canadiens comptent encore sur nos services de radio et de télévision, et c'est pourquoi nous continuons d'offrir un contenu typiquement canadien de grande qualité sur ces plateformes. Nous avons aussi pris l'engagement de créer des événements rassembleurs, conscients du fait que la télévision demeure un média qui réunit les Canadiens pour célébrer des occasions spéciales. La tradition à CBC/Radio-Canada veut que nous accueillions la nouvelle année par des éclats de rire, et nos émissions humoristiques de la veille du jour de l'An trouvent un large écho chez nos auditoires. Par exemple, ce trimestre, la revue [Bye bye 2015](#) sur ICI Radio-Canada Télé a battu tous ses records de cotes d'écoute le 31 décembre, attirant près de quatre millions de téléspectateurs, soit une part d'auditoire de 88 %⁽¹⁾. CBC Television a, quant à elle, mis à l'antenne une série d'émissions de divertissement avant et après le coup de minuit, avec notamment *Air Farce*, *Ron James* et *This Hour Has 22 Minutes* (dont les cotes d'écoutes ont été respectivement de 1,2, 1,1 et 0,5 millions de téléspectateurs)⁽²⁾.

Les services de radio de CBC/Radio-Canada ont plus que jamais la faveur des auditoires. CBC Radio One et CBC Radio 2 ont enregistré cet automne leurs parts d'auditoire les plus élevées pour cette période de l'année. Ainsi, 25 des 26 émissions de radio matinales locales sur CBC se sont classées aux trois premiers rangs des émissions les plus écoutées dans leur marché respectif, et 15 se sont hissées au premier rang⁽³⁾. ICI Radio-Canada Première et ICI Musique ont également établi un record avec une part d'auditoire combinée de 21,8 %⁽⁴⁾. Pour en savoir davantage sur le rendement de nos services de radio de langue anglaise et de langue française, consultez la section du présent rapport sur les indicateurs de rendement clés.

⁽¹⁾Source : Numeris, audimètres portables (PPM), francophones au Québec âgés de 2 ans et plus.

⁽²⁾Source : Numeris, audimètres portables (PPM), anglophones âgés de 2ans et plus.

⁽³⁾Source : Numeris, audimètres portables (PPM), semaines 1 à 17, anglophones âgés de deux ans et plus, et cahiers d'écoute de l'automne 2015, anglophones âgés de 12 ans et plus.

⁽⁴⁾Source : Numeris, cahiers d'écoute de l'automne 2015, francophones âgés de 12 ans et plus.

Les Canadiens veulent avoir accès à nos contenus à leur convenance. Notre défi consiste à faire en sorte que les bonnes histoires trouvent leur public peu importe la plateforme, de manière à captiver de nouveaux auditoires avec un contenu de qualité. Nos stratégies multiplateformes et multiécrans sont les instruments clés de cette relation. Ce trimestre, l'intégralité de la deuxième saison de la série dramatique [Série noire](#) a été proposée en exclusivité aux abonnés au forfait EXTRA d'ICI Tou.tv avant sa diffusion à la télévision. Les auditoires ont été au rendez-vous : *Série noire* a été visionnée en ligne plus de 300 000 fois, un succès remarquable pour ce service numérique⁽⁵⁾. Grâce à cette initiative, le nombre d'abonnés au forfait EXTRA d'ICI Tou.tv a bondi pour atteindre un niveau record. Pendant ce temps, CBC a lancé sur Punchline, son site web consacré aux comédies, deux nouvelles séries originales en format court : *Newborn Moms* (sur les hauts et les bas de nouveaux parents) et *True Dating Stories* (de folles histoires embarrassantes de rendez-vous galants contemporains).

À une époque où les sources d'information à la portée des Canadiens se multiplient, CBC et Radio-Canada ont la ferme intention de demeurer la référence, par la communication rapide d'informations exactes, ainsi qu'un haut lieu d'analyse et d'échanges. En situant les événements importants dans leur contexte et en aidant les citoyens à s'y retrouver, nous jouons un rôle important dans la vie démocratique du pays. Pendant l'automne, les Canadiens ont été très nombreux à se tourner vers nos nombreuses plateformes pour mieux comprendre les principaux événements de l'actualité : les élections fédérales, les attentats terroristes à Paris et la conférence de Paris sur les changements climatiques.

Le numérique nous permet d'aller plus en profondeur, de façon plus cohérente et plus pertinente. Le projet [Missing and Murdered Indigenous Women](#), qui combine le journalisme d'enquête de CBC et un site web interactif, en est un bon exemple. Depuis trop longtemps, les Canadiens entendent parler des enquêtes non résolues sur des femmes autochtones portées disparues ou assassinées. À Winnipeg, l'Unité de contenu autochtone numérique de CBC, en collaboration avec les membres de l'équipe de journalisme d'enquête, a décidé d'en faire plus. Leurs efforts soutenus ont amené la GRC à relancer deux enquêtes et à en résoudre une. En octobre dernier, l'émission d'information [Enquête](#) de Radio-Canada a aidé les femmes autochtones de Val-d'Or à briser le silence sur les abus dont elles étaient victimes de la part de la Sûreté du Québec.

Le numérique est également un pilier de notre transformation dans le secteur des sports – un moteur d'innovation dans la programmation et la technologie. Ce trimestre, nous avons lancé [Road to the Olympic Games/En route vers les Jeux olympiques](#), une série multiplateforme en français et en anglais qui permettra aux Canadiens de découvrir leurs athlètes de haut niveau et leur discipline, en prévision de la diffusion par CBC/Radio-Canada des Jeux olympiques de Rio de Janeiro 2016 et des Jeux olympiques futurs. Dans cette émission, à la fois télévisée, disponible en numérique et intégrée à notre nouvelle application sur les sports, nous suivrons les athlètes à l'entraînement, dans les compétitions au pays et à l'étranger, et dans leur communauté. Grâce à notre contenu sportif multiplateforme, les auditoires se rapprocheront plus que jamais de nos espoirs olympiques.

La musique est assurément un levier privilégié pour rejoindre les auditoires. Le 5 décembre, ICI Musique et l'Orchestre de l'Université de Montréal, sous la direction de Jean-François Rivest, ont présenté leur premier concert interactif, [Le concert dont vous êtes le héros](#). Les internautes en avaient établi le programme au moyen d'un vote en ligne sur ICIMusique.ca. CBC Music, en association avec MusiCounts, a lancé le concours [Canada's Greatest Music Class](#) destiné aux jeunes de 13 à 17 ans qui apprennent la musique dans des cours classiques, des clubs de musique et des programmes parascolaires partout au pays. La classe qui remportera le titre de meilleure classe de musique du Canada accueillera une tête d'affiche de la scène musicale canadienne, dont le nom sera annoncé ultérieurement, pour un concert exclusif. Plus de 250 classes ont participé au concours. Les lauréats en retirent des avantages formidables, mais c'est le pays en entier qui y gagne, en découvrant de nouveaux talents canadiens exceptionnels.



⁽⁵⁾ Source : Adobe Omniture Site Catalyst.

INFRASTRUCTURE

La nouvelle station de Sudbury a été inaugurée ce trimestre. Situés au cœur du centre-ville, ces nouveaux locaux permettront à CBC/Radio-Canada Sudbury d'offrir à l'auditoire un reflet régional plus marqué et de se rapprocher des communautés. Ce déménagement soutient notre modernisation dans le cadre de la *Stratégie 2020* qui a pour but d'approfondir notre lien avec les communautés, de favoriser la croissance des services numériques et d'utiliser l'espace de façon innovante et inspirante pour accentuer la collaboration entre les équipes.

Plusieurs de nos centres régionaux ont déjà migré vers des installations plus modernes et plus numériques. Le moment est venu de repenser nos installations de Montréal. Même si nous reconnaissons l'attachement d'un grand nombre d'entre nous à la Maison de Radio-Canada, l'immeuble actuel ne répond plus à nos besoins et doit être modernisé. Par exemple, nous devons déboursier chaque année 20 millions de dollars en frais de gestion et d'exploitation. Aussi, nous avons un déficit d'entretien cumulé de 170 millions de dollars. Ce sont des coûts très importants pour la Société, dont le mandat est d'investir dans le contenu. C'est pourquoi nous évaluons actuellement toutes les solutions possibles, incluant la vente des installations et un déménagement sur le site ou à l'extérieur du site actuel, pour nous assurer que l'option retenue représente le scénario optimal et le plus viable pour le diffuseur public. Espace de création et de production numérique et multiplateforme en proximité avec les citoyens, la nouvelle MRC devra favoriser la collaboration et l'innovation, et permettre à Radio-Canada de demeurer un pôle de création culturelle pour la ville.

Le bureau de Radio-Canada à Paris a déménagé dans les locaux de TV5MONDE qui, avec ses 297 millions de foyers raccordés, est le plus important réseau de langue française dans le monde. Ce déménagement s'inscrit dans un accord de partenariat en vertu duquel Radio-Canada pourra rejoindre un bassin inégalé de francophones à l'échelle internationale. En emménageant dans des locaux plus petits et plus efficaces, Radio-Canada réduira ses coûts et réinvestira les sommes ainsi dégagées sur le terrain, là où nous comptons vraiment pour les Canadiens.

En janvier, CBC News a repris le chemin de Moscou pour y établir un mini-bureau comprenant trois de nos journalistes chevronnés. Nous sommes ainsi prêts à rendre compte de la transformation fulgurante de la société russe. Le nouveau bureau est un pas en avant dans la réalisation de notre engagement à accroître la présence mondiale de CBC News par de petits investissements ciblés. En demeurant agiles et réceptifs dans un contexte où les priorités en matière d'information changent constamment, nous voulons informer nos auditoires sur le plus de sujets possible.

PERSONNES ET CULTURE

Nous poursuivons nos efforts pour créer un milieu de travail dont nous pouvons tous être fiers. Plus de 98 % des gestionnaires ont déjà suivi la nouvelle formation obligatoire sur la prévention de l'intimidation, du harcèlement et de la violence au travail. À la fin du mois d'octobre, les gestionnaires ont communiqué les résultats de notre [sondage sur la mobilisation des employés](#) à leurs équipes respectives. Des plans d'action seront établis d'ici janvier 2016 afin d'améliorer l'environnement de travail de tous.

Le Conseil canadien des relations industrielles (CCRI) a décrété en mai 2015 que la nouvelle structure syndicale des Services français comportera deux unités de négociation au lieu de quatre. Le Syndicat des communications de Radio-Canada (FNC-CSN) représente maintenant, outre ses membres existants, les membres du Syndicat canadien de la fonction publique (section locale 675) et du Syndicat des technicien(ne)s et artisan(e)s du réseau français de Radio-Canada (STARF-SCFP 5757). La deuxième unité de négociation regroupe les membres de l'Association des réalisateurs (AR). Radio-Canada poursuit les négociations avec l'Association des réalisateurs (AR) et a participé à cinq rencontres de négociation depuis septembre 2015. L'entente avec la Fédération canadienne des musiciens (FCM) a été prolongée jusqu'au 31 mars 2016.

Alex Johnston a été nommée au poste de vice-présidente, Stratégie et Affaires publiques, à compter du 29 février 2016. M^{me} Johnston nous arrive de Catalyst Canada où, à titre de directrice générale, elle élaborait la stratégie de croissance continue et de mobilisation de l'effectif de l'entreprise. Elle a assumé pendant huit ans les fonctions de directrice générale des politiques dans le cabinet du premier ministre de l'Ontario Dalton McGuinty, et elle a pratiqué le droit des sociétés chez Goodmans s.r.l.

1. LE POINT SUR LE RENDEMENT

Notre nouveau cadre de mesure du rendement, qui a été mis en œuvre dans le cadre du plan stratégique *Un espace pour nous tous* (*Stratégie 2020*), couvre trois domaines :

1. notre mandat et notre vision (indicateurs de perception publique);
2. *Stratégie 2020* (indicateurs stratégiques);
3. nos composantes médias (indicateurs opérationnels).

1.1 INDICATEURS STRATÉGIQUES

ÉVALUATION DE NOS SUCCÈS

Un des éléments centraux de notre stratégie *Un espace pour nous tous* (*Stratégie 2020*) est l'établissement d'indicateurs permettant de suivre et d'évaluer notre rendement. S'appuyant sur les outils de mesure existants, CBC/Radio-Canada a développé un cadre simplifié de mesure du rendement pour évaluer son nouveau plan stratégique. Notre nouveau cadre de mesure du rendement couvre trois domaines : notre mandat et notre vision (indicateurs de perception publique), *Stratégie 2020* (indicateurs stratégiques) et nos composantes médias (indicateurs opérationnels).

NOTRE MANDAT ET NOTRE VISION

L'établissement d'indicateurs permettant de suivre et d'évaluer les perceptions relativement à notre rendement est essentiel pour démontrer notre responsabilité envers les Canadiens à titre de radiodiffuseur public national du Canada. Pour soutenir la *Stratégie 2015*, nous avons conçu un bulletin qui établit dans quelle mesure les Canadiens jugeaient que nos services étaient conformes au mandat de la Société en vertu de la *Loi sur la radiodiffusion* de 1991, et qui mesure le rendement de notre programmation en ce qui concerne sa qualité, son caractère distinctif et sa capacité de refléter et de rassembler les Canadiens. Les données continueront d'être colligées pour la *Stratégie 2020* au moyen de sondages de qualité supérieure menés auprès d'échantillons représentatifs des Canadiens francophones et anglophones.⁽⁶⁾ Le compte rendu sur le mandat et la vision comporte également de nouveaux indicateurs liés à la vision, qui traduisent le rôle de la Société dans la réalisation de la vision de la *Stratégie 2020*.

Les résultats et les faits saillants du sondage sont présentés ci-après. Ces résultats sont calculés en fonction du nombre de Canadiens qui ont accordé à CBC/Radio-Canada des notes élevées, soit 8, 9 ou 10 sur une échelle de 10 points. Signalons que nous prenons également le virage numérique en ce qui concerne la présentation des résultats détaillés. En effet, nous avons publié un tableau de bord interactif que tous les Canadiens pourront consulter en cliquant [ici](#).

FAITS SAILLANTS DU SONDRAGE

Dans le dernier sondage, les trois perceptions les plus positives sont à l'effet que la programmation de CBC/Radio-Canada est de grande qualité (70 %) et informative (67 %), et reflète les différentes régions du Canada (66 %).

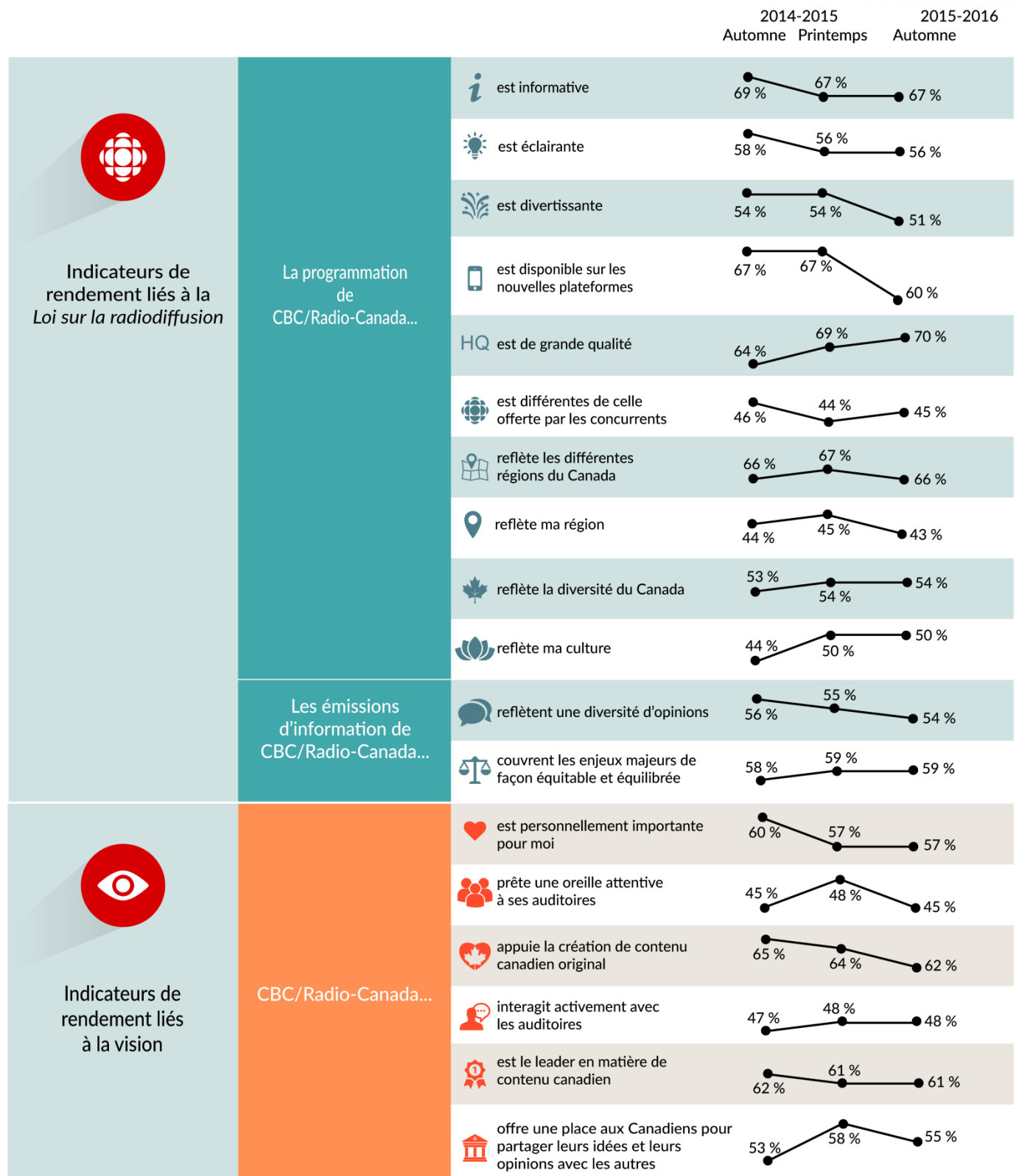
La perception que la programmation de CBC/Radio-Canada est de grande qualité atteint un sommet en cinq ans dans le sondage de l'automne 2015, avec un résultat de 70 % et une hausse de six points de pourcentage comparativement à l'année précédente (automne 2014).

Les résultats de l'automne 2015 quant au fait que la programmation de CBC/Radio-Canada reflète ma culture atteignent aussi un sommet (50 %), au même niveau depuis le sondage du printemps 2015 et en hausse de six points depuis l'automne précédent.

La majorité des Canadiens nous voient comme un leader sur le plan de la disponibilité de notre programmation sur les nouvelles plateformes, mais les résultats ont reculé à l'automne 2015, passant de 67 % à 60 % par rapport aux deux derniers sondages.

⁽⁶⁾ TNS Canadian Facts réalise les sondages *Mission Metrics* depuis 2010. À l'automne 2015, deux changements ont été apportés à la méthodologie employée : 1. la taille des échantillons est passée de 1 400 à 1 000 personnes par langue et par sondage afin de réduire les coûts de l'exercice; et 2. les foyers utilisant uniquement des téléphones cellulaires ont été ajoutés afin de refléter les changements d'habitude des Canadiens. Malgré ces changements de méthodologie, les résultats sont comparables à ceux des années précédentes. Les écarts entre les résultats du sondage national de l'automne 2015 et ceux des années précédentes sont de +/- 2,0 %.

Derniers résultats pour l'automne 2015 - Canadiens ayant donné à CBC/Radio-Canada les meilleures notes (8, 9 ou 10 sur une échelle de 10 points⁽⁷⁾)



⁽⁷⁾Source : Sondage Mission Metrics, TNS Canadian Facts (1 000 anglophones et 1 000 francophones par sondage). Les sondages téléphoniques sont réalisés en novembre chaque année.

STRATÉGIE 2020

Le compte rendu de la *Stratégie 2020* vise à vérifier que nous atteignons les objectifs stratégiques nationaux de la *Stratégie 2020*. Il consigne nos objectifs à long terme jusqu'en 2020 et mesurera les progrès réalisés à l'égard de ces objectifs et des cibles annuelles intermédiaires en commençant par 2015-2016. Un ensemble de dix indicateurs clés ont été élaborés afin de mesurer notre rendement relativement aux quatre éléments de la nouvelle stratégie : l'auditoire, l'infrastructure, les personnes et la viabilité financière.

Pour évaluer notre succès auprès de l'auditoire, nous avons choisi cinq paramètres. Nous voulons que, d'ici 2020, trois Canadiens sur quatre estiment qu'au moins un de nos services est très important pour eux personnellement (paramètre 1). Afin de changer à ce point les perceptions des Canadiens, nous devons lancer de nouveaux services numériques et accroître notre portée numérique et nos interactions numériques avec les Canadiens (paramètres 3 et 4). Nous devons aussi maintenir le temps que les Canadiens passent avec CBC/Radio-Canada, même si la concurrence est de plus en plus forte pour capter leur attention (paramètre 5). En ce qui concerne la diversité des opinions et l'objectivité de nos émissions d'information (paramètre 2), nous nous sommes fixé l'objectif de maintenir les perceptions favorables des Canadiens malgré une opinion publique fragmentée et la transformation de notre offre en information.

Afin d'atteindre nos objectifs en matière d'auditoire, nous devons transformer notre infrastructure, notamment en réduisant de 50 % notre empreinte immobilière (paramètre 6). Nous devons également mobiliser nos employés (paramètre 7) et veiller à ce qu'ils reflètent mieux la diversité de la société que nous servons (paramètre 8). Enfin, nous devons atteindre nos cibles sur le plan de la réduction des coûts (paramètre 9) et du fonds d'investissement (paramètre 10) pour être viables financièrement.

Indicateur	Exercice 2013-2014	Exercice 2014-2015	Cible 2015-2016	Schéma de croissance prévue	Cible 2020
Auditoire/marché					
1. Importance personnelle pour les Canadiens (% très important) ¹	57 %	59 %	58 %		75 %
2. Les émissions d'information ont des opinions diversifiées et sont objectives (% fortement en accord) ¹	57 %	57 %	57 %		57 %
3. Portée numérique de CBC/Radio-Canada ²	8,7 millions	12,4 millions	12,7 millions		18 millions
4. Nombre d'interactions numériques avec CBC/Radio-Canada tous les mois ³	54,9 millions	79,7 millions	77 millions		95 millions
5. Temps total passé avec CBC/Radio-Canada ⁴	177 millions d'heures / semaine	177 millions d'heures / semaine	173 millions d'heures / semaine		173 millions d'heures / semaine
Infrastructure					
6. Diminution de l'empreinte immobilière ⁵	4,0 millions de pieds carrés de superficie locative	4,0 millions de pieds carrés de superficie locative	3,9 millions de pieds carrés de superficie locative		2,0 millions de pieds carrés de superficie locative
Personnes					
7. Mobilisation des employés (% qui sont fiers d'être associés) ⁶	92 % en 2012	S. O.	Résultat : 69 %		90 %
8. Diversité des employés (% des nouveaux employés) ⁷	16,0 %	16,1 %	23,2 %		23,2 %
Finances					
9. Cible de réduction des coûts atteinte	S. O.	S. O.	62 millions de dollars		117 millions de dollars
10. Cible du fonds d'investissement	S. O.	S. O.	5 millions de dollars		20 millions de dollars

S. O. sans objet

¹Source : Sondage Mission Metrics, TNS Canadian Facts. Pourcentage de répondants ayant accordé une note de 8, 9 ou 10 sur une échelle de 10 points. Les données sont obtenues au moyen d'un sondage téléphonique de grande qualité mené auprès d'un échantillon représentatif de la population canadienne.

²Source : comScore, mesure multiplateforme, moyenne mensuelle de visiteurs uniques pour nos services Internet.

³Source : comScore, mesure multiplateforme, moyenne mensuelle de visites pour nos services Internet.

⁴Source : Numeris, le temps consacré à l'écoute de nos services de télévision et de radio; Adobe SiteCatalyst, le temps consacré à l'écoute de nos services Internet. Comme les données de 2013-2014 comprenaient les Jeux Olympiques d'hiver de Sochi 2014 et celles de 2014-2015 comprenaient la Coupe du Monde de la FIFA, Brésil 2014, il est normal que la cible pour 2015-2016 soit moins élevée.

⁵Nos résultats liés à la superficie locative excluent les locaux à l'extérieur du pays (p. ex., les bureaux à l'étranger), les sites d'émetteurs, les stationnements et les baux pour des lieux réservés uniquement à l'entreposage (c.-à-d., ne servant pas aux activités de radiodiffusion).

⁶Source : Gallup Consulting, sondage Dialogue 2015. Pourcentage des employés qui sont fiers d'être associés à CBC/Radio-Canada. Il s'agit donc de ceux qui ont accordé une note de 4 ou de 5 sur une échelle de 1 à 5 dans le cadre d'un sondage auprès d'un échantillon représentatif d'employés. Le dernier sondage auprès des employés a été effectué en 2012 et donc les cibles pour 2015-2016 et 2019-2020 n'ont pu être établies en mars dernier.

⁷Cette mesure vise trois groupes : les Autochtones, les personnes handicapées et les membres de minorités visibles. Elle correspond au pourcentage de nouveaux employés recrutés à l'externe pour les postes de 13 semaines et plus.

MESURE DU CONTENU CANADIEN

Le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) établit le cadre réglementaire en matière de contenu canadien à la télévision, et fixe les conditions de licence pour ICI Radio-Canada Télé et CBC Television. Pour l'ensemble de la journée de radiodiffusion, au moins 75 % du contenu diffusé doit être canadien. Durant les heures de grande écoute, le minimum passe à 80 %. Ces deux mesures sont des moyennes calculées sur toute l'année de radiodiffusion, soit du 1^{er} septembre au 31 août. Comme l'indique le tableau ci-dessous, pour les deux dernières années de radiodiffusion, ICI Radio-Canada Télé et CBC Television ont dépassé les conditions de licence fixées par le CRTC en matière de contenu canadien, que ce soit pour l'ensemble de la journée de radiodiffusion ou aux heures de grande écoute.

Contenu canadien		Conditions de licence annuelles	Résultats 1^{er} sept. 2014 au 31 août 2015	Résultats 1^{er} sept. 2013 au 31 août 2014
ICI Radio-Canada Télé				
Journée de radiodiffusion	(lundi au dimanche, 6 h à minuit)	75 %	82 %	89 %
Heures de grande écoute	(lundi au dimanche, 19 h à 23 h)	80 %	91 %	90 %
CBC Television				
Journée de radiodiffusion	(lundi au dimanche, 6 h à minuit)	75 %	92 %	94 %
Heures de grande écoute	(lundi au dimanche, 19 h à 23 h)	80 %	87 %	91 %



1.2 INDICATEURS OPÉRATIONNELS

SERVICES ANGLAIS

D'ici la fin de l'exercice, les Services anglais devraient atteindre, voire dépasser, la plupart de leurs cibles de rendement hormis deux indicateurs relatifs à la télévision.

Voici les faits saillants du trimestre :

- ▶ Pour CBC Radio, les sondages par cahiers d'écoute menés à l'automne 2015 ont démontré un solide rendement encore cette année. Avec une part d'auditoire combinée de 18,5 %, CBC Radio One et CBC Radio 2 ont établi un nouveau record pour cette période.
- ▶ La part d'auditoire de CBC Television aux heures de grande écoute est sous la cible, en raison des cotes d'écoute obtenues cet automne par certaines de nos émissions nouvelles ou de retour à l'antenne. La grille de programmation de l'hiver de CBC attire généralement des auditoires plus nombreux, ce qui pourrait compenser ces résultats.
- ▶ CBC News Network obtient d'excellents résultats et progresse de façon constante depuis le début de l'exercice. Sa part d'auditoire dépasse de plusieurs dixièmes de point de pourcentage la cible fixée et ses résultats de l'exercice précédent, soutenue par la couverture d'événements comme la campagne électorale fédérale et les attentats de Paris.
- ▶ Dans l'univers numérique, la moyenne mensuelle de visiteurs uniques de CBC.ca dépasse également la cible pour l'exercice en cours et les résultats de l'exercice précédent, grâce aux récentes améliorations apportées à la convivialité et à la présentation de la plateforme, ainsi qu'à l'intérêt suscité par notre couverture des grands événements mondiaux, nationaux et locaux, comme ceux mentionnés ci-dessus.
- ▶ Du côté de nos indicateurs de rendement régionaux, la part d'auditoire des émissions du matin à la radio (période durant laquelle CBC Radio One offre le plus de contenu local) a gagné près d'un point de pourcentage depuis l'exercice précédent, contribuant ainsi aux résultats positifs du réseau. Ce résultat est particulièrement encourageant, compte tenu de la baisse de la fréquentation générale de la radio de langue anglaise. En revanche, les indicateurs de rendement de la télévision locale sont actuellement sous leurs cibles, ce qui s'explique par le lancement d'émissions locales dans un nouveau format en octobre 2015. Nous nous attendions à ce que le nouveau format ait une incidence négative sur les auditoires au début, mais nous prévoyons aussi qu'il finira par attirer des auditoires plus nombreux, comme nous l'ont démontré les hausses régulières observées dans les semaines qui ont suivi le lancement.
- ▶ La moyenne mensuelle de visiteurs uniques des pages de contenu régional est en bonne voie d'atteindre les cibles établies, grâce à l'intérêt suscité par des événements comme les élections provinciales (en Alberta et à Terre-Neuve-et-Labrador), le confinement à l'Université Wilfrid-Laurier pour des raisons de sécurité et le tremblement de terre en Colombie-Britannique.
- ▶ Les abonnements à nos chaînes de télévision spécialisées sont relativement stables et conformes aux prévisions. On observe un faible recul d'année en année du côté de CBC News Network et de *documentary*. Le phénomène du désabonnement et les répercussions des changements réglementaires dans l'industrie dans le contexte de l'initiative *Parlons télé* devraient mettre encore les chiffres d'abonnement à rude épreuve.
- ▶ Nous prévoyons que les revenus pour l'exercice seront légèrement supérieurs à la cible, grâce en partie à des événements ponctuels comme les Jeux panaméricains et parapanaméricains de 2015 à Toronto, dont nous avons assuré la couverture et durant lesquels nous avons agi à titre de diffuseur hôte.

	Cibles 2015-2016	1er avril au 31 décembre 2015	Résultats 2014-2015	1er avril au 31 décembre 2014
Réseaux de radio				
CBC Radio One et CBC Radio 2				
Part d'auditoire de la journée complète ¹	17,5 %	18,5 %	18,1 %	18,1 %
Télévision				
CBC Television				
Part d'auditoire aux heures de grande écoute, saison régulière, lundi à vendredi et dimanche ²	6,2 %	5,6 %	6,0 %	5,5 %
CBC News Network				
Part d'auditoire de la journée complète, avril à mars ²	1,4 %	1,8 %	1,5 %	1,5 %
Service régional				
Émissions du matin de CBC Radio One				
Part d'auditoire (lundi au vendredi), saison régulière ¹	19,6 %	20,4 %	19,5 %	19,5 %
Émissions de nouvelles télévisées de début de soirée				
Auditoire moyen par minute (lundi au vendredi), saison régulière ²	0,360 million	0,331 million	0,375 million	0,376 million
Contenu régional				
Moyenne mensuelle, visiteurs uniques, avril à mars ³	4,2 millions	4,2 millions	4,0 millions	4,0 millions
Numérique				
CBC.ca				
Moyenne mensuelle, visiteurs uniques, avril à mars ³	11,2 millions	12,0 millions	10,6 millions	10,4 millions
Chaînes de télévision spécialisées				
CBC News Network				
Abonnés	11,2 millions	11,1 millions	11,2 millions	11,3 millions
<i>documentary</i>				
Abonnés	2,7 millions	2,6 millions	2,7 millions	2,7 millions
Revenus⁴				
Services généralistes, spécialisés et en ligne	246 millions \$	201 millions \$	321 millions \$	263 millions \$

¹Source : Numeris, sondage d'automne (cahiers d'écoute), personnes de 12 ans et plus.

²Source : Numeris, audimètres portables, personnes de 2 ans et plus.

³Source : comScore Media Metrix, personnes de 2 ans et plus (contenu régional : mesure sur ordinateur uniquement/CBC.ca : mesure multiplateforme).

Avant 2015-2016, la mesure pour les sites de CBC.ca incluait uniquement les visiteurs uniques utilisant un ordinateur. Elle inclut désormais les visiteurs utilisant des appareils mobiles.

⁴Comprend les revenus publicitaires, les revenus d'abonnement et les revenus divers (p. ex., distribution de contenus). Les revenus de la chaîne *documentary* sont intégrés à 100 %, même si CBC/Radio-Canada ne détient qu'une part de 82 % dans la chaîne. Ne comprend pas les revenus provenant de l'entente avec Rogers Communications Inc. qui prévoit la poursuite de la diffusion des matchs de hockey du samedi soir et des séries éliminatoires à *Hockey Night in Canada*.

Avant 2015-2016, les revenus comprenaient également ceux tirés du Fonds pour l'amélioration de la programmation locale, un fonds créé par le CRTC pour soutenir la programmation locale et qui a été éliminé le 31 août 2014.



SERVICES FRANÇAIS

Les Services français sont en bonne voie d'atteindre ou de dépasser les cibles de certains indicateurs de rendement fixées pour l'exercice 2015-2016. D'autres indicateurs, comme les revenus autogénérés, manquent actuellement leurs cibles.

Voici les faits saillants du trimestre :

- ▶ ICI Radio-Canada Première et ICI Musique ont enregistré une part d'auditoire combinée record de 21,8 % à l'automne 2015. Ce résultat est bien supérieur à la cible et bat le précédent record de 21,7 % établi à l'automne 2014. Par ailleurs, d'après les résultats du sondage d'automne, les émissions régionales du matin diffusées sur ICI Radio-Canada Première ont officiellement dépassé leurs cibles annuelles.
- ▶ Malgré une riche programmation automnale centrée sur la reprise d'émissions populaires comme *Unité 9* et le record d'auditoire du *Bye bye 2015*, ICI Radio-Canada Télé est actuellement en deçà de sa cible, sa part d'auditoire moyenne aux heures de grande écoute s'établissant à 19,2 %. Le lancement cet hiver de séries dramatiques porteuses comme *Les pays d'en haut* ou *Ruptures* devrait attirer des téléspectateurs supplémentaires.
- ▶ Les parts d'auditoire des chaînes de télévision spécialisées sont en passe d'atteindre leurs cibles, sous l'impulsion, principalement, des résultats obtenus par ICI RDI cet automne et du rendement d'ICI EXPLORA, qui a profité de l'effet de deux périodes de débrouillage. L'indicateur du rendement de la télévision régionale est légèrement sous la cible, mais pourrait remonter, puisque les auditoires sont habituellement plus présents devant le petit écran en hiver.
- ▶ La moyenne mensuelle de visiteurs uniques des pages web régionales est légèrement inférieure aux attentes, alors que les sites de Radio-Canada atteignent leurs cibles. Les résultats de tous les sites web de Radio-Canada ont été stimulés par la couverture d'événements d'intérêt national et international. Par exemple, les sites ont enregistré, en moyenne, plus de 3,5 millions de visiteurs uniques pendant le mois des élections fédérales⁽⁸⁾.
- ▶ Les abonnements à nos chaînes de télévision spécialisées ICI RDI et ICI ARTV sont tout juste sous la cible, en réaction aux pressions qu'exercent sur le marché le phénomène du désabonnement et le service à la carte. Nous prévoyons que les abonnements à ICI EXPLORA dépasseront leur cible annuelle.
- ▶ Les revenus sont inférieurs à la cible, encore touchés par la morosité persistante du marché francophone de la publicité télévisée.



Bye bye 2015 – ICI Radio-Canada Télé

⁽⁸⁾ Source : comScore, Media Metrix, visiteurs uniques âgés de deux ans et plus, mesure multiplateforme : ordinateur et appareils mobiles.
CBC/Radio-Canada Rapport financier du troisième trimestre 2015-2016

	Cibles 2015-2016	1er avril au 31 décembre 2015	Résultats 2014-2015	1er avril au 31 décembre 2014
Réseaux de radio				
ICI Radio-Canada Première et ICI Musique Part d'auditoire de la journée complète ¹	21,2 %	21,8 %	21,4 %	21,4 %
Télévision				
ICI Radio-Canada Télé Part d'auditoire aux heures de grande écoute, saison automne/hiver ²	19,7 %	19,2 %	19,8 %	19,8 %
ICI RDI, ICI ARTV, ICI EXPLORA Part d'auditoire de la journée complète, avril à mars ²	4,7 %	4,7 %	4,8 %	4,9 %
Service régional				
ICI Radio-Canada Première Part d'auditoire des émissions du matin, lundi au vendredi, 6 h à 9 h ¹	18,1 %	19,9 %	19,2 %	19,2 %
Téléjournal 18 h Auditoire moyen par minute, moyenne hebdomadaire, lundi au vendredi, 18 h à 18 h 30, saison automne/hiver ²	0,310 million	0,306 million	0,325 million	0,327 million
Pages web régionales Moyenne mensuelle, visiteurs uniques, avril à mars ³	0,758 million	0,694 million	0,722 million	0,712 million
Numérique				
ICI.Radio-Canada.ca, ICI.Tou.tv, ICIMusique.ca, RCInet.ca, ICI.ARTV.ca et ICI.EXPLORAtv.ca Moyenne mensuelle, visiteurs uniques, avril à mars ³	2,8 millions	2,8 millions	1,9 millions	1,8 millions
Chaînes de télévision spécialisées				
ICI RDI Abonnés	11,1 millions ⁴	10,8 millions ⁴	10,8 millions ⁴	11,1 millions ⁴
ICI ARTV Abonnés	1,8 millions	1,8 millions	1,8 millions	1,9 millions
ICI EXPLORA Abonnés	0,8 million	0,7 million	0,6 million	0,6 million
Revenus⁵				
Services généralistes, spécialisés et en ligne	227 millions \$	160 millions \$	234 millions \$	177 millions \$

¹Source : Numeris, sondage du printemps 2015 (cahiers d'écoute), francophones de 12 ans et plus. Part d'auditoire pour la journée complète : Résultats pour les stations de radio francophones, dans les marchés desservis par une station de base de Radio-Canada. Part d'auditoire des émissions du matin : Résultats pour tous les francophones dans les marchés desservis par une station de base de Radio-Canada. Avant 2015-2016, la mesure représentait une moyenne des sondages du printemps et de l'automne.

²Source : Numeris, audimètres portables, francophones du Québec, âgés de 2 ans et plus. Avant 2015-2016, la part d'auditoire des chaînes spécialisées incluait uniquement les francophones du Québec abonnés à un service de télédistribution de télévision et âgés de 2 ans et plus.

³Source : comScore Media Metrix, visiteurs uniques de 2 ans et plus (contenu régional : mesure sur ordinateur uniquement/offre numérique de Radio-Canada : mesure multiplateforme). Avant 2015-2016, la mesure pour les sites de Radio-Canada incluait uniquement les visiteurs uniques utilisant un ordinateur. Elle inclut désormais les visiteurs utilisant des appareils mobiles.

⁴En novembre 2014, un de nos partenaires nous a informés qu'une erreur avait été faite dans la comptabilisation des abonnés à ICI RDI. L'erreur avait touché les résultats annuels de 2014-2015 (10,8 millions) et de plus, elle a été repérée après que nous avons fixé la cible annuelle pour 2015-2016 (11,1 millions). La cible annuelle d'abonnés pour ICI RDI en 2016-2017, qui sera publiée dans le rapport T1 de 2016-2017, sera établie en fonction des valeurs réelles maintenant connues.

⁵Comprend les revenus publicitaires, les revenus d'abonnement et les revenus divers (p. ex., distribution de contenus). Les revenus d'ARTV sont intégrés à 100 %, même si CBC/Radio-Canada ne détenait qu'une part de 85 % dans la chaîne avant le 31 mars 2015. Depuis lors, Radio-Canada est l'unique propriétaire d'ARTV. Avant 2015-2016, les revenus comprenaient également ceux tirés du Fonds pour l'amélioration de la programmation locale, un fonds créé par le CRTC pour soutenir la programmation locale et qui a été éliminé le 31 août 2014.

2. ANALYSE DES RÉSULTATS

2.1 RÉSULTAT EN IFRS ET RÉSULTAT D'EXPLOITATION SUR UNE BASE COURANTE

(en milliers de dollars canadiens)	Pour les trois mois terminés le 31 décembre			Pour les neuf mois terminés le 31 décembre		
	2015	2014	Écart en %	2015	2014	Écart en %
Revenus	139 173	142 971	(2,7)	400 051	473 692	(15,5)
Dépenses	(418 558)	(416 216)	0,6	(1 157 324)	(1 248 660)	(7,3)
Résultat avant financement public et éléments hors exploitation	(279 385)	(273 245)	(2,2)	(757 273)	(774 968)	2,3
Financement public	254 121	265 305	(4,2)	666 074	641 237	3,9
Résultat avant éléments hors exploitation	(25 264)	(7 940)	(218,2)	(91 199)	(133 731)	31,8
Éléments hors exploitation	(1 817)	1 988	N. S.	358	41 003	(99,1)
Résultat net de la période en IFRS	(27 081)	(5 952)	(355,0)	(90 841)	(92 728)	2,0
Éléments ne contribuant pas aux fonds d'exploitation ou ne nécessitant pas d'apport en fonds d'exploitation						
Régimes de retraite et autres avantages du personnel	15 542	8 544	81,9	51 216	32 427	57,9
Amortissement et coûts de mise hors service, déduction faite de l'amortissement du financement des immobilisations différé	4 308	5 606	(23,2)	14 842	16 728	(11,3)
Autres provisions pour des éléments hors trésorerie	5 497	7 196	(23,6)	(11 343)	(8 385)	(35,3)
Résultat d'exploitation sur une base courante¹	(1 734)	15 394	N. S.	(36 126)	(51 958)	30,5

N. S. non significatif

¹Le résultat d'exploitation sur une base courante n'est pas une mesure conforme aux IFRS. Une explication du résultat d'exploitation sur une base courante est présentée ci-dessous.

Le résultat net en IFRS et le résultat d'exploitation sur une base courante ont diminué dans le trimestre considéré en raison des facteurs suivants :

- ▶ une baisse des revenus sous l'effet de la morosité persistante du marché publicitaire et une augmentation minimale (0,6 %) des dépenses liées à la poursuite de nos initiatives de réduction des coûts et aux investissements dans le contenu pour nous adapter et anticiper les changements que connaît l'industrie de la radiodiffusion;
- ▶ les différences temporaires dans les prélèvements du financement public et leur comptabilisation en résultat.

Depuis le début de l'exercice, le résultat net en IFRS et le résultat d'exploitation sur une base courante sont supérieurs à ceux de l'exercice précédent en raison des facteurs suivants :

- ▶ une baisse des dépenses d'exploitation qui compense largement les diminutions des revenus;
- ▶ une hausse du financement public comptabilisé en résultat dans le présent exercice, puisque nos besoins en fonds de roulement ont été supérieurs à ceux de l'exercice précédent, car nous y avons vendu une partie de nos titres de capitaux propres de Sirius XM Canada Holdings (SiriusXM).

Le crédit parlementaire couvrant l'exercice 2015-2016 devrait être identique à celui que nous avons reçu en 2014-2015.

RÉSULTAT D'EXPLOITATION SUR UNE BASE COURANTE

CBC/Radio-Canada définit le résultat d'exploitation sur une base courante comme le résultat net en IFRS diminué des ajustements pour les dépenses qui n'exigent pas le décaissement de fonds d'exploitation sur une période d'un an et des ajustements pour les revenus qui ne génèrent pas de fonds d'exploitation sur une période d'un an. La direction se sert de cette mesure régulièrement pour suivre la performance de la Société et pour tenir le budget de la Société en équilibre constant avec les crédits parlementaires. Nous considérons qu'elle constitue une information complémentaire utile pour les lecteurs de nos rapports financiers, même s'il est vrai qu'elle n'a pas de sens normalisé prescrit par les IFRS et qu'il est peu probable qu'elle puisse être comparée avec les mesures présentées par d'autres entreprises.

Un ajustement est effectué pour éliminer les dépenses sans effet sur la trésorerie au titre des régimes de retraite et des autres avantages du personnel postérieurs à l'emploi, qui représentent l'excédent des dépenses calculées selon les IFRS sur les cotisations monétaires réelles de l'exercice. Des ajustements concernent également d'autres éléments hors trésorerie, comme l'amortissement et la mise hors service d'immobilisations corporelles; l'amortissement du financement des immobilisations différé; et les congés annuels non budgétaires. D'autres postes moins significatifs principalement reliés aux avantages du personnel, auxquels des fonds ne sont pas affectés ou qui ne génèrent pas de fonds dans la période considérée, sont ajustés aux fins du rapprochement du résultat net avec le résultat d'exploitation sur une base courante.

REVENUS

(en milliers de dollars canadiens)	Pour les trois mois terminés le 31 décembre			Pour les neuf mois terminés le 31 décembre		
	2015	2014	Écart en %	2015	2014	Écart en %
Revenus publicitaires						
Services anglais	37 586	37 960	(1,0)	94 254	165 561	(43,1)
Services français	39 038	39 777	(1,9)	94 479	104 350	(9,5)
	76 624	77 737	(1,4)	188 733	269 911	(30,1)
Revenus d'abonnement						
Services anglais	18 471	18 739	(1,4)	55 388	56 318	(1,7)
Services français	15 204	14 427	5,4	45 585	44 376	2,7
	33 675	33 166	1,5	100 973	100 694	0,3
Revenus financiers et autres revenus						
Services anglais	10 738	14 663	(26,8)	60 765	45 807	32,7
Services français	8 148	8 479	(3,9)	19 329	25 513	(24,2)
Services institutionnels	9 988	8 926	11,9	30 251	31 767	(4,8)
	28 874	32 068	(10,0)	110 345	103 087	7,0
TOTAL	139 173	142 971	(2,7)	400 051	473 692	(15,5)

REVENUS PUBLICITAIRES

La diminution de 1,4 % des revenus publicitaires dans le trimestre considéré s'explique par :

- ▶ la morosité persistante du marché publicitaire à la télévision traditionnelle; dont les effets ont été compensés en partie par :
 - ▶ la croissance des revenus publicitaires tirés des plateformes numériques du fait que nous continuons d'accroître notre présence numérique, conformément à ce qui est prévu dans la *Stratégie 2020*;
 - ▶ les revenus publicitaires relatifs à notre couverture des élections fédérales.

La diminution de 30,1 %, depuis le début de l'exercice, des revenus publicitaires s'explique par :

- ▶ l'absence des revenus comptabilisés l'exercice précédent au titre de la diffusion de l'émission *Hockey Night in Canada* et de la couverture de la Coupe du Monde de la FIFA, Brésil 2014; qui a été compensée par :
 - ▶ les revenus publicitaires supplémentaires générés par la diffusion des Jeux panaméricains et parapanaméricains de 2015 à Toronto. Les revenus des Services français provenant de la publicité à la télévision ont été plus touchés par la faiblesse des revenus publicitaires en général, et reflètent l'état du marché francophone. Nous surveillons étroitement les développements qui pourraient avoir davantage de répercussions sur notre secteur d'activité en général.

REVENUS D'ABONNEMENT

Dans le trimestre considéré, les revenus d'abonnement ont enregistré une progression de 1,5 %, principalement attribuable à ICI EXPLORA et au site ICI Tou.tv, en partie compensée par une diminution du nombre d'abonnés à CBC News Network et *documentary*. Cette dernière est en phase avec la tendance au désabonnement qui affecte l'ensemble de l'industrie.

Depuis le début de l'exercice, les revenus d'abonnement sont légèrement à la hausse en raison de la croissance des revenus d'ICI EXPLORA, qui a attiré plus d'abonnés. Cette croissance a été compensée par un nombre moins élevé d'abonnés pour les Services anglais, tel que décrit ci-haut, et par le faible recul observé pour ICI ARTV.

REVENUS FINANCIERS ET AUTRES REVENUS

La diminution de 10 % des revenus financiers et autres revenus dans le trimestre considéré s'explique par :

- ▶ l'absence de revenus auparavant tirés des actifs de production mobile qui ont été vendus en juin 2015; cette baisse a été partiellement compensée par :
- ▶ une hausse des revenus de location immobilière.

L'augmentation de 7 % enregistrée depuis le début de l'exercice s'explique principalement par :

- ▶ les autres revenus résultant des activités des Services anglais à titre de diffuseur hôte des Jeux panaméricains et parapanaméricains de 2015 à Toronto;

qui ont été compensés en partie par :

- ▶ l'absence de la contribution du Fonds pour l'amélioration de la programmation locale, ainsi que la non-récurrence des revenus générés par les droits de diffusion numérique de la Coupe du Monde de la FIFA, Brésil 2014, et par les services de diffuseur hôte de la Coupe du Monde féminine U-20 de la FIFA.



DÉPENSES D'EXPLOITATION

(en milliers de dollars canadiens)	Pour les trois mois terminés le 31 décembre			Pour les neuf mois terminés le 31 décembre		
	2015	2014	Écart en %	2015	2014	Écart en %
Coûts des services de télévision, de radio et des services numériques						
Services anglais	220 343	212 018	3,9	603 482	679 929	(11,2)
Services français	171 853	176 886	(2,8)	476 279	498 194	(4,4)
	392 196	388 904	0,8	1 079 761	1 178 123	(8,3)
Autres dépenses d'exploitation						
Transmission, distribution et collecte	17 947	17 985	(0,2)	52 006	52 007	(0,0)
Administration nationale	2 625	2 380	10,3	7 340	7 452	(1,5)
Paiements aux stations privées	213	597	(64,3)	1 147	1 795	(36,1)
Charges financières	6 948	7 721	(10,0)	21 183	22 995	(7,9)
Quote-part du résultat de l'entreprise associée	(1 371)	(1 371)	-	(4 113)	(13 712)	70,0
TOTAL	418 558	416 216	0,6	1 157 324	1 248 660	(7,3)

COÛTS DES SERVICES DE TÉLÉVISION, DE RADIO ET DES SERVICES NUMÉRIQUES

L'augmentation de 0,8 % des coûts des services de télévision, de radio et des services numériques dans le trimestre considéré s'explique par :

- ▶ les investissements effectués dans le contenu, conformément au plan stratégique *Un espace pour nous tous (Stratégie 2020)*, ainsi que par les coûts associés à la couverture des élections fédérales par les deux réseaux;

ces augmentations ont été compensées quelque peu par :

- ▶ les répercussions de nos initiatives de réduction des coûts.

De plus, la période comparative de 2014 comprend des dépenses de restructuration engagées pour mettre en œuvre des initiatives de réduction de nos coûts d'exploitation permanents.

La diminution de 8,3 % enregistrée depuis le début de l'exercice tient principalement :

- ▶ à la comptabilisation dans les dépenses de 2014 des coûts d'acquisition des droits de diffusion et des coûts de production rattachés à l'émission *Hockey Night in Canada* et à la Coupe du Monde de la FIFA, Brésil 2014. Ces dépenses étaient supérieures aux coûts encourus cette année pour la diffusion des Jeux panaméricains et parapanaméricains de 2015 à Toronto. Ensemble, ces changements dans la couverture d'événements sportifs expliquent 55 % de la baisse des dépenses depuis le début de l'exercice.

Les facteurs suivants ont aussi contribué à la diminution des dépenses :

- ▶ les dépenses de restructuration engagées en 2014;
- ▶ nos initiatives continues de réduction des coûts, telle la vente d'actifs de production mobile;
- ▶ la révision à la baisse de la provision relative aux droits d'auteur dans la foulée d'une décision judiciaire récente;

compensés par :

- ▶ l'augmentation de la charge de retraite par suite de changements dans les hypothèses actuarielles;
- ▶ le réinvestissement dans le contenu en lien avec la *Stratégie 2020*.

AUTRES DÉPENSES D'EXPLOITATION

Les autres dépenses d'exploitation sont stables dans le trimestre considéré. La diminution de 7,3 % enregistrée depuis le début de l'exercice est attribuable à un dividende spécial reçu en 2014 de Sirius XM Canada Holdings (SiriusXM).

FINANCEMENT PUBLIC

	Pour les trois mois terminés le 31 décembre			Pour les neuf mois terminés le 31 décembre		
	2015	2014	Écart en %	2015	2014	Écart en %
(en milliers de dollars canadiens)						
Crédit parlementaire pour les activités d'exploitation	229 752	239 339	(4,0)	591 794	561 375	5,4
Crédit parlementaire pour le fonds de roulement	1 000	1 000	-	3 000	3 000	-
Amortissement du financement des immobilisations différé	23 369	24 966	(6,4)	71 280	76 862	(7,3)
TOTAL	254 121	265 305	(4,2)	666 074	641 237	3,9

Le crédit parlementaire pour les activités d'exploitation a baissé de 4,0 % ce trimestre et a augmenté de 5,4 % depuis le début de l'exercice. Les crédits parlementaires sont comptabilisés en fonction des besoins en fonds de roulement, compte tenu des revenus et des dépenses budgétés pour la période. Au deuxième trimestre de l'exercice précédent, les besoins en fonds de roulement étaient inférieurs du fait de la vente d'une partie de nos titres de capitaux propres dans SiriusXM.

Nous prévoyons donc recevoir le même montant en crédits parlementaires en 2015-2016 qu'en 2014-2015.

Le financement des immobilisations est comptabilisé à titre de financement des immobilisations différé. Il est amorti et comptabilisé comme revenu sur les mêmes périodes que celles où les immobilisations corporelles et incorporelles sont utilisées dans le cadre des activités de CBC/Radio-Canada.

ÉLÉMENTS HORS EXPLOITATION

	Pour les trois mois terminés le 31 décembre			Pour les neuf mois terminés le 31 décembre		
	2015	2014	Écart en %	2015	2014	Écart en %
(en milliers de dollars canadiens)						
Gain sur la vente d'actions	-	-	N. S.	-	33 548	(100,0)
Gain (perte) sur la sortie d'immobilisations corporelles et incorporelles	(1 817)	1 988	N. S.	358	7 455	(95,2)
TOTAL	(1 817)	1 988	N. S.	358	41 003	(99,1)

N. S. non significatif

La faible perte comptabilisée au titre des éléments hors exploitation dans le trimestre considéré provient en grande partie de la mise hors service d'actifs dans le cours normal de nos activités.

Les gains comptabilisés pour les trois premiers trimestres de l'exercice précédent comprenaient les éléments suivants :

- ▶ un gain hors exploitation tiré de la vente, en 2014, d'une partie de nos titres de capitaux propres de SiriusXM;
- ▶ le produit, reçu en 2014, d'une réclamation d'assurance concernant un actif de production mobile incendié.

2.2 TOTAL DU RÉSULTAT GLOBAL

	Pour les trois mois terminés le 31 décembre			Pour les neuf mois terminés le 31 décembre		
	2015	2014	Écart en %	2015	2014	Écart en %
(en milliers de dollars canadiens)						
Résultat net de la période	(27 081)	(5 952)	(355,0)	(90 841)	(92 728)	2,0
Autres éléments du résultat global						
Réévaluations des régimes de retraite à prestations définies	177 514	31 338	N. S.	312 767	89 253	N. S.
Total du résultat global de la période	150 433	25 386	N. S.	221 926	(3 475)	N. S.

N. S. non significatif

Le total du résultat global du trimestre considéré s'élève à 150,4 millions de dollars, comparativement à 25,4 millions de dollars dans le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Outre le résultat net, le total du résultat global comprend des réévaluations de nos régimes de retraite. Ces réévaluations surviennent quand les résultats réels ou les taux d'intérêt diffèrent des hypothèses actuarielles, entraînant d'importantes variations hors trésorerie des obligations et des actifs de notre régime de retraite. Les variations sont comptabilisées immédiatement en autres éléments du résultat global dans chaque période de présentation de l'information financière.

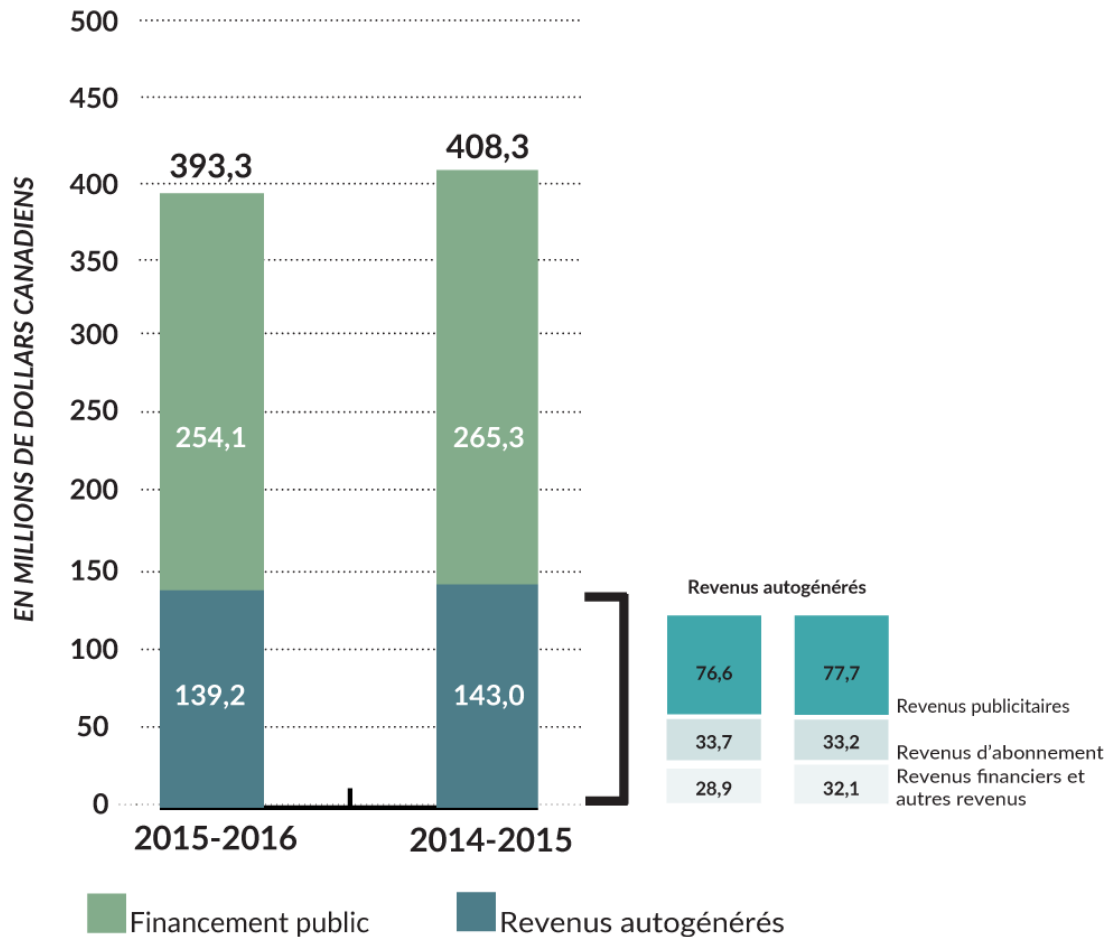
Le total des autres éléments du résultat global pour le trimestre, soit 177,5 millions de dollars, est attribuable à un écart favorable du rendement des actifs du régime sur leur rendement hypothétique.

CBC/Radio-Canada Rapport financier du troisième trimestre 2015-2016

3. RESSOURCES EN CAPITAL, SITUATION FINANCIÈRE ET LIQUIDITÉS

3.1 RESSOURCES EN CAPITAL

RÉSUMÉ TRIMESTRIEL DES REVENUS ET AUTRES SOURCES DE FINANCEMENT



Financement public (65 % des sources de financement en 2015-2016) : financement public comptabilisé de 254,1 millions de dollars, y compris 23,4 millions de dollars attribuables à l'amortissement du financement des immobilisations différé. Un gel du financement au titre de l'inflation salariale pour l'exercice considéré a été confirmé par le gouvernement dans sa Mise à jour économique de novembre 2013. Cela signifie que toute hausse au titre de l'inflation salariale consentie à nos employés doit être financée par des réductions de coûts dans d'autres secteurs. La Société doit donc dégager chaque année des économies de 13,5 millions de dollars pour accorder des augmentations de salaire de 1,5 % en moyenne.

Revenus publicitaires (19 % des sources de financement en 2015-2016) : revenus de la vente de publicité sur nos chaînes de télévision généralistes et spécialisées, sur les ondes de CBC Radio 2, d'ICI Musique, et sur d'autres plateformes. La proportion des revenus publicitaires par rapport au total des revenus et des sources de financement a diminué en raison de la fin de notre contrat de diffusion avec la LNH et du marché qui se détourne de plus en plus des plateformes publicitaires traditionnelles.

Revenus d'abonnement (9 % des sources de financement en 2015-2016) : revenus d'abonnement de nos services spécialisés – CBC News Network, *documentary*, ICI EXPLORA, ICI ARTV, ICI RDI, le nouveau forfait EXTRA d'ICI Tou.tv et Curio.ca.

Revenus financiers et autres revenus (7 % des sources de financement en 2015-2016) : comprennent les revenus issus d'activités telles que la location d'actifs immobiliers, la location d'espaces aux sites d'émetteurs, les services à titre de diffuseur hôte, les contributions du Fonds des médias du Canada et la vente d'émissions.

La section 2, *Analyse des résultats*, renferme une analyse trimestrielle des variations.

PLAN D'EMPRUNT

Le paragraphe 46(1) de la *Loi sur la radiodiffusion* accorde à CBC/Radio-Canada le pouvoir de contracter des emprunts ne dépassant pas 220,0 millions de dollars, ou des emprunts de tout montant supérieur autorisés par le Parlement, sous réserve de l'approbation du ministre des Finances. Le paragraphe 54(3.1) de la *Loi* stipule que notre plan d'emprunt doit être inclus dans notre Plan d'entreprise. Les emprunts visant à financer le fonds de roulement sont interdits.

En vertu du paragraphe 47(1) de la *Loi sur la radiodiffusion*, la Société a la qualité de mandataire de Sa Majesté et, de ce fait, jouit des mêmes immunités, privilèges et prérogatives constitutionnels que Sa Majesté (l'État). Sa Majesté, ou l'État, est aussi entièrement responsable de toutes nos actions et décisions lorsque nous exécutons notre mandat, et elle en assume tous les risques financiers. En d'autres mots, les actifs et les passifs de la Société sont les actifs et les passifs de l'État.



3.2 SITUATION FINANCIÈRE ET LIQUIDITÉS

Pour financer nos activités d'exploitation, y compris nos besoins en capitaux afin d'évoluer dans un environnement à forte composante technologique, nous dépendons largement des crédits parlementaires que nous recevons du gouvernement et des revenus que nous tirons de nos activités commerciales. Nos principales sources de liquidités sont les crédits parlementaires qui nous sont versés pour financer nos activités d'exploitation, nos immobilisations et notre fonds de roulement, ainsi que nos revenus autogénérés de provenances diverses, dont la vente de publicité sur l'ensemble de nos plateformes.

Les flux de trésorerie liés à nos activités d'exploitation, d'investissement et de financement pour le troisième trimestre terminé le 31 décembre 2015 sont résumés dans le tableau suivant. Notre solde de trésorerie s'élevait à 103,7 millions de dollars au 31 décembre 2015, comparativement à 214,9 millions de dollars au 31 mars 2015.

POSITION DE TRÉSORERIE

	Pour les trois mois terminés le 31 décembre			Pour les neuf mois terminés le 31 décembre		
	2015	2014	Écart en %	2015	2014	Écart en %
<i>(en milliers de dollars canadiens)</i>						
Trésorerie - Début de la période	105 456	92 765	13,7	214 884	61 974	246,7
Variations de la période						
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	4 754	28 764	(83,5)	(90 732)	10 276	N. S.
Flux de trésorerie affectés aux activités de financement	(25 433)	(25 821)	1,5	(54 078)	(55 471)	2,5
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	18 925	20 232	(6,5)	33 628	99 161	(66,1)
Écart net	(1 754)	23 175	N. S.	(111 182)	53 966	N. S.
Trésorerie - Fin de la période	103 702	115 940	(10,6)	103 702	115 940	(10,6)

N. S. non significatif

FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

Au chapitre des activités d'exploitation, la diminution des entrées de trésorerie dans le trimestre considéré et l'augmentation des sorties de trésorerie depuis le début de l'exercice découlent de variations saisonnières dans le fonds de roulement, notamment dans l'inventaire de programmation.

FLUX DE TRÉSORERIE AFFECTÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Les activités de financement ont donné lieu à des sorties de trésorerie stables. Ces sorties ont trait à des paiements effectués à divers titres : intérêts, remboursements semestriels des obligations émises pour le Centre canadien de radiodiffusion de Toronto, effets à payer et obligations au titre de contrats de location-financement.

FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Les activités d'investissement ont donné lieu à des flux de trésorerie relativement stables dans le trimestre considéré.

La baisse des flux de trésorerie depuis le début de l'exercice est attribuable à :

- ▶ la vente, en 2014, d'une partie de nos titres de capitaux propres de SiriusXM;
- ▶ la distribution par SiriusXM d'un dividende spécial au premier trimestre de 2014-2015.

4. LE POINT SUR LES PERSPECTIVES ET LES RISQUES

CBC/Radio-Canada s'expose à un ensemble de risques inhérents à ses activités et à l'environnement dans lequel elle évolue. Les principaux risques auxquels la Société est exposée et les stratégies d'atténuation déployées en conséquence sont examinés de manière approfondie dans son [Rapport annuel 2014-2015](#). Outre les points décrits ci-dessous, notre profil de risque n'a subi aucun changement important depuis la fin de l'exercice précédent.

FINANCEMENT PUBLIC

Nous sommes très encouragés par la volonté du nouveau gouvernement de soutenir la culture canadienne, ainsi que par son engagement à réinvestir dans le radiodiffuseur public et par le fait qu'il reconnaît CBC/Radio-Canada comme institution nationale vitale qui rassemble les citoyens. Nous nous attendons à ce que l'étendue et l'échéancier du financement supplémentaire soient annoncés lors de la présentation à venir du premier budget.

DÉFIS DE NOTRE INDUSTRIE : L'AFFAIBLISSEMENT DU MARCHÉ DE LA PUBLICITÉ ET LES CHANGEMENTS DU CADRE RÉGLEMENTAIRE

Comme nous le précisons dans notre [Rapport annuel 2014-2015](#), les revenus de la Société sont menacés par l'affaiblissement du marché publicitaire dans toute l'industrie et par l'exode des revenus publicitaires vers les plateformes numériques au détriment des services de télévision traditionnels. Alors qu'en septembre et en octobre 2015, les revenus publicitaires avaient été positifs par rapport aux mois correspondants de l'exercice précédent, le marché a subi une baisse de 4,4 % en novembre 2015 et de 2,6% en décembre 2015 par rapport à l'exercice précédent⁽⁹⁾. Le marché avait également reculé de 7,3 % dans l'année de radiodiffusion précédente (soit de septembre 2014 à août 2015). Nous suivons la situation de près, car nous pensons que le marché de la publicité demeurera en difficulté jusqu'à la fin de l'exercice.

Outre ces difficultés, nous continuons de surveiller et d'évaluer l'effet sur l'industrie de la télévision au Canada des décisions prises par le CRTC à l'issue de la consultation *Parlons télé*, qui sont précisées dans notre [Rapport annuel 2014-2015](#). À terme, ces décisions réglementaires pourraient avoir des répercussions négatives sur les revenus de nos services spécialisés. Nous élaborons des plans afin d'atténuer tous les effets négatifs sur les revenus et la distribution des services spécialisés, y compris la négociation de la distribution de nos services spécialisés avec nos entreprises de distribution de radiodiffusion partenaires.

Le 14 septembre 2015, le CRTC a entrepris une révision du cadre de politique relatif à la programmation télévisuelle locale et communautaire. Cette révision s'appuie sur les décisions prises au cours de l'instance *Parlons télé*. Le Conseil examinera les enjeux liés au financement de la programmation locale, ainsi qu'aux politiques et à la réglementation à cet égard. Aucun nouveau financement ne sera accordé, mais les fonds actuellement disponibles pourraient être réattribués à des programmes visant à renforcer la programmation locale. Étant donné l'importance de cette instance pour CBC/Radio-Canada, nous avons soumis nos observations par écrit et comparu à l'audience publique en janvier 2016.

Le 9 septembre 2015, le Fonds des médias du Canada (FMC) a amorcé des consultations publiques pancanadiennes sur son avenir. Dans le cadre de ces consultations, le FMC a expliqué comment il souhaitait modifier ses programmes afin d'accorder la priorité au contenu novateur, au contenu phare et au soutien aux producteurs indépendants. Selon la stratégie proposée, une partie des fonds que le FMC attribue à des télédiffuseurs comme CBC/Radio-Canada serait réaffectée à des créateurs et des distributeurs de contenu numérique, à des producteurs indépendants et à des entreprises médiatiques intégrées verticalement. Nous avons exprimé notre position sur ces enjeux lors du processus de consultation.



⁽⁹⁾ Source : Rapport de janvier 2016 du Bureau de la télévision du Canada (BTC).

OPTIMISATION DU PORTEFEUILLE IMMOBILIER

Nous examinons actuellement les scénarios possibles en vue du réaménagement de la Maison de Radio-Canada, y compris la vente des installations et un déménagement dans un nouvel immeuble sur le site actuel ou ailleurs. À cette fin, nous avons embauché une firme de courtage immobilier pour nous aider à cerner toutes les occasions existantes dans le marché montréalais. D'autres renseignements sont fournis dans la section *Faits saillants des activités*.

Le Conseil d'administration a approuvé la vente de notre immeuble à Calgary et le déménagement de nos activités dans des locaux loués, ce qui contribuera à réduire de 70 % notre empreinte physique dans cette ville. Ce déménagement sera aussi l'occasion de nous doter de technologies et d'une infrastructure plus modernes, mieux adaptées à l'univers de la HD, et de progresser vers l'intégration complète de nos plateformes.

PERSPECTIVES

Le 21 octobre 2015, le Comité international olympique (CIO) a annoncé qu'il nous accordait les droits de radiodiffusion pour le Canada des Jeux Olympiques d'hiver de Pékin 2022 et des Jeux Olympiques d'été de 2024. Après Rio 2016, Pyeongchang 2018 et Tokyo 2020, nous sommes maintenant le réseau olympique et le radiodiffuseur officiel du Canada des cinq prochains Jeux olympiques, avec nos partenaires de radiodiffusion, Bell Média et Rogers Media. La diffusion des Jeux Olympiques en question entraînera une augmentation importante de nos revenus et de nos dépenses dans les exercices à venir, mais nous prévoyons au moins recouvrer nos coûts pour ces manifestations sportives internationales de premier ordre.



CBC/Radio-Canada, le radiodiffuseur officiel du Canada des cinq prochains Jeux olympiques

5. PRÉSENTATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

5.1 NORMES COMPTABLES FUTURES

Des informations relatives aux changements comptables qui prendront effet pendant l'exercice 2015-2016 et aux prises de position comptables publiées qui entreront en vigueur dans les années à venir sont présentées à la note 2 des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

5.2 ESTIMATIONS ET JUGEMENTS COMPTABLES IMPORTANTS

Le compte rendu de notre situation financière et de notre résultat d'exploitation repose sur nos états financiers consolidés résumés intermédiaires, qui ont été préparés conformément à la norme IAS 34, *Information financière intermédiaire*. Nos principales méthodes et estimations comptables sont présentées à la note 4 de nos états financiers consolidés annuels.

5.3 TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

TRANSACTIONS AVEC DES RÉGIMES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉFINIES

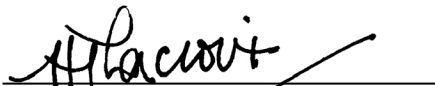
Comme il est indiqué à la note 15, nous avons versé des cotisations à titre d'employeur à nos régimes à prestations définies, auxquels nous avons également fourni des services de gestion et d'administration.




DÉCLARATION DE LA RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION PAR LES CADRES SUPÉRIEURS

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers trimestriels consolidés conformément à la norme IAS 34, *Information financière intermédiaire*, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers trimestriels consolidés exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers trimestriels consolidés.

À notre connaissance, ces états financiers trimestriels consolidés non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la Société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers trimestriels consolidés.



Hubert T. Lacroix,
Président-directeur général



Judith Purves,
Vice-présidente principale et
chef de la direction financière

Ottawa, Canada
Le 24 février 2016

En milliers de dollars canadiens

ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ INTERMÉDIAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE (NON AUDITÉ)

	NOTE	31 décembre 2015	31 mars 2015
ACTIF			
Courant			
Trésorerie		103 702	214 884
Créances clients et autres créances	3	134 137	151 444
Programmation	4	271 540	170 177
Stocks de marchandisage		256	274
Charges payées d'avance		27 205	26 859
Billets à recevoir		2 606	2 474
Investissement dans un contrat de location-financement		2 909	2 759
Instruments financiers dérivés	13	794	269
Actifs classés comme détenus en vue de la vente	5	3 519	1 627
		546 668	570 767
Non courant			
Immobilisations corporelles	5	868 049	902 752
Immobilisations incorporelles	6	27 745	25 324
Actifs sous contrats de location-financement		22 516	20 389
Régime de retraite	9	440 728	190 342
Programmation	4	88 356	140 113
Billets à recevoir		41 552	43 507
Investissement dans un contrat de location-financement		45 179	47 379
Charges différées		16 949	17 252
Participation dans une entreprise associée	7	-	-
		1 551 074	1 387 058
TOTAL DE L'ACTIF		2 097 742	1 957 825
PASSIF			
Courant			
Créditeurs et charges à payer		67 896	87 534
Provisions	8	36 329	40 962
Passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel	9	132 918	154 876
Passif de programmation		15 151	15 151
Dette obligataire		17 539	21 663
Obligations au titre de contrats de location-financement		11 311	10 232
Effets à payer		7 330	8 319
Revenus différés		22 849	30 105
Crédit parlementaire d'exploitation reporté	11	35 206	-
		346 529	368 842
Non courant			
Revenus différés		24 194	39 154
Passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel	9	236 061	247 245
Passif de programmation		23 623	33 446
Dette obligataire		236 851	251 237
Obligations au titre de contrats de location-financement		19 503	20 671
Effets à payer		93 764	100 513
Financement des immobilisations différé	11	518 920	520 200
		1 152 916	1 212 466
Capitaux propres			
Résultats non distribués		597 772	375 976
Total des capitaux propres attribuables à la Société		597 772	375 976
Participations ne donnant pas le contrôle		525	541
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES		598 297	376 517
TOTAL DU PASSIF ET DES CAPITAUX PROPRES		2 097 742	1 957 825

Éventualités (NOTE 8) et engagements (NOTE 15)

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

CBC/Radio-Canada Rapport financier du troisième trimestre 2015-2016

ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ INTERMÉDIAIRE DU RÉSULTAT (NON AUDITÉ)

	NOTE	Pour les trois mois terminés le 31 décembre		Pour les neuf mois terminés le 31 décembre	
		2015	2014	2015	2014
REVENUS					
	10				
Publicité		76 624	77 737	188 733	269 911
Revenus d'abonnement		33 675	33 166	100 973	100 694
Autres revenus		26 463	29 257	102 701	95 225
Revenus financiers		2 411	2 811	7 644	7 862
		139 173	142 971	400 051	473 692
DÉPENSES					
Coûts des services de télévision, de radio et des services numériques		392 196	388 904	1 079 761	1 178 123
Transmission, distribution et collecte		17 947	17 985	52 006	52 007
Administration nationale		2 625	2 380	7 340	7 452
Paiements aux stations privées		213	597	1 147	1 795
Charges financières		6 948	7 721	21 183	22 995
Quote-part du résultat de l'entreprise associée	7	(1 371)	(1 371)	(4 113)	(13 712)
		418 558	416 216	1 157 324	1 248 660
Résultat avant financement public et éléments hors exploitation		(279 385)	(273 245)	(757 273)	(774 968)
FINANCEMENT PUBLIC					
	11				
Crédit parlementaire pour les activités d'exploitation		229 752	239 339	591 794	561 375
Crédit parlementaire pour le fonds de roulement		1 000	1 000	3 000	3 000
Amortissement du financement des immobilisations différé		23 369	24 966	71 280	76 862
		254 121	265 305	666 074	641 237
Résultat net avant éléments hors exploitation		(25 264)	(7 940)	(91 199)	(133 731)
ÉLÉMENTS HORS EXPLOITATION					
Gain sur la vente d'actions	7	-	-	-	33 548
Gain (perte) sur la sortie d'immobilisations corporelles et incorporelles	5, 6	(1 817)	1 988	358	7 455
		(1 817)	1 988	358	41 003
Résultat net de la période		(27 081)	(5 952)	(90 841)	(92 728)
Résultat net attribuable :					
À la Société		(27 155)	(6 035)	(90 971)	(92 967)
Aux participations ne donnant pas le contrôle		74	83	130	239
		(27 081)	(5 952)	(90 841)	(92 728)

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

En milliers de dollars canadiens

ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ INTERMÉDIAIRE DU RÉSULTAT GLOBAL (NON AUDITÉ)

	NOTE	Pour les trois mois terminés le 31 décembre		Pour les neuf mois terminés le 31 décembre	
		2015	2014	2015	2014
RÉSULTAT GLOBAL					
Résultat net de la période		(27 081)	(5 952)	(90 841)	(92 728)
Autres éléments du résultat global - non reclassés ultérieurement dans le résultat net					
Réévaluations au titre des régimes de retraite à prestations définies	9	177 514	31 338	312 767	89 253
Total du résultat global de la période		150 433	25 386	221 926	(3 475)
Total du résultat global attribuable :					
À la Société		150 359	25 303	221 796	(3 714)
Aux participations ne donnant pas le contrôle		74	83	130	239
		150 433	25 386	221 926	(3 475)

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ INTERMÉDIAIRE DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES (NON AUDITÉ)

Pour les trois mois terminés le 31 décembre 2015				
	NOTE	Résultats non distribués et total des capitaux propres attribuables à la Société	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
Solde au 30 septembre 2015		447 413	451	447 864
Variations de la période				
Résultat net de la période		(27 155)	74	(27 081)
Réévaluations au titre des régimes de retraite à prestations définies	9	177 514	-	177 514
Total du résultat global pour la période		150 359	74	150 433
Solde au 31 décembre 2015		597 772	525	598 297

Pour les trois mois terminés le 31 décembre 2014				
		Résultats non distribués et total des capitaux propres attribuables à la Société	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
Solde au 30 septembre 2014		207 100	449	207 549
Variations de la période				
Résultat net de la période		(6 035)	83	(5 952)
Réévaluations au titre des régimes de retraite à prestations définies	9	31 338	-	31 338
Total du résultat global pour la période		25 303	83	25 386
Solde au 31 décembre 2014		232 403	532	232 935

Pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2015				
		Résultats non distribués et total des capitaux propres attribuables à la Société	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
Solde au 31 mars 2015		375 976	541	376 517
Variations de la période				
Résultat net de la période		(90 971)	130	(90 841)
Réévaluations au titre des régimes de retraite à prestations définies	9	312 767	-	312 767
Total du résultat global pour la période		221 796	130	221 926
Distributions aux actionnaires sans contrôle		-	(146)	(146)
Solde au 31 décembre 2015		597 772	525	598 297

Pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2014				
		Résultats non distribués et total des capitaux propres attribuables à la Société	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
Solde au 31 mars 2014		236 117	468	236 585
Variations de la période				
Résultat net de la période		(92 967)	239	(92 728)
Réévaluations au titre des régimes de retraite à prestations définies	9	89 253	-	89 253
Total du résultat global pour la période		(3 714)	239	(3 475)
Distributions aux actionnaires sans contrôle		-	(175)	(175)
Solde au 31 décembre 2014		232 403	532	232 935

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

En milliers de dollars canadiens

ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ INTERMÉDIAIRE DES FLUX DE TRÉSORERIE (NON AUDITÉ)

	NOTE	Pour les trois mois terminés le 31 décembre		Pour les neuf mois terminés le 31 décembre	
		2015	2014	2015	2014
FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES (AFFECTÉS AUX)					
ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES					
Résultat net la période		(27 081)	(5 952)	(90 841)	(92 728)
Ajustements :					
(Gain) perte sur la sortie d'immobilisations corporelles et incorporelles	5, 6	1 817	(1 988)	(358)	(7 455)
Gain sur la vente d'actions	7	-	-	-	(33 548)
Revenus financiers		(2 411)	(2 811)	(7 644)	(7 862)
Charges financières		6 948	7 721	21 183	22 995
Variation de la juste valeur des instruments financiers désignés comme des actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net	13	(299)	125	(525)	551
Amortissement des immobilisations corporelles	5	25 042	27 108	76 589	82 963
Amortissement des immobilisations incorporelles	6	1 630	1 617	4 961	4 834
Amortissement d'actifs sous contrats de location-financement		1 897	2 034	5 694	6 260
Quote-part du résultat de l'entreprise associée	7	(1 371)	(1 371)	(4 113)	(13 712)
Variation des charges différées		(253)	226	303	(3 027)
Variation de l'actif de programmation [non courant]	4	2 109	(18 723)	53 147	(108 524)
Variation du passif de programmation [non courant]		(3 765)	(4 040)	(10 579)	52 662
Amortissement du financement des immobilisations différé	11	(23 369)	(24 966)	(71 280)	(76 862)
Variation du crédit parlementaire d'exploitation reporté	11	16 748	30 667	35 206	30 667
Variation des revenus différés [non courants]		(3 592)	(7 523)	(15 612)	22 691
Variation des actifs du régime de retraite	9	(163 567)	(25 724)	(250 386)	(90 732)
Variation des passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel [courants]	9	6 179	6 644	8 684	4 652
Variation des passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel [non courants]	9	179 103	34 262	301 583	123 141
Accroissement des billets à recevoir		(6)	(5)	(16)	(15)
Variations du fonds de roulement	12	(11 005)	11 463	(146 728)	93 325
		4 754	28 764	(90 732)	10 276
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT					
Remboursement des obligations au titre de contrats de location-financement		(2 712)	(2 945)	(7 923)	(8 775)
Remboursement de la dette obligataire		(6 804)	(6 319)	(13 361)	(12 409)
Remboursement d'effets à payer		(3 290)	(3 140)	(6 504)	(6 209)
Distributions aux actionnaires sans contrôle		-	-	(146)	(175)
Intérêts payés		(12 627)	(13 417)	(26 144)	(27 903)
		(25 433)	(25 821)	(54 078)	(55 471)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT					
Crédit parlementaire pour le financement des immobilisations	11	32 499	29 000	70 000	74 965
Acquisition d'immobilisations corporelles	5	(16 148)	(17 227)	(52 499)	(37 365)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	6	(2 922)	(2 012)	(9 359)	(6 872)
Produit net de la vente d'immobilisations corporelles	5	784	5 712	11 058	9 086
Produit net de la vente d'actions	7	-	-	-	33 548
Recouvrement des billets à recevoir		617	575	1 819	1 695
Recouvrement de créances au titre de contrats de location-financement		654	610	1 928	1 797
Dividendes reçus	7	1 371	1 371	4 113	15 567
Intérêts reçus		2 070	2 203	6 568	6 740
		18 925	20 232	33 628	99 161
Variation de la trésorerie		(1 754)	23 175	(111 182)	53 966
Trésorerie, début de la période		105 456	92 765	214 884	61 974
Trésorerie, fin de la période		103 702	115 940	103 702	115 940

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES POUR LE TROISIÈME TRIMESTRE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015 (NON AUDITÉ)

(En milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

À titre de radiodiffuseur public national, CBC/Radio-Canada (la Société) offre, dans les deux langues officielles, des services de radio, des services de télévision et des services numériques présentant une programmation principalement et typiquement canadienne, afin de refléter la globalité canadienne et de rendre compte de la diversité régionale du pays, à l'intention des auditoires nationaux et régionaux.

La Société est une société d'État fédérale domiciliée au Canada. Son siège social est situé au 181, rue Queen, Ottawa (Ontario) K1P 1K9.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

A. DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

La Société a préparé les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires tel que stipulé par l'article 131.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* qui exige de la plupart des sociétés d'État mères qu'elles établissent et rendent public un rapport financier trimestriel conformément à la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada. Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires répondent également aux exigences de la norme comptable internationale 34 *Information financière intermédiaire* (IAS 34) publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB) et adoptée par le Conseil des normes comptables (CNC).

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires n'ont pas été audités ou révisés par l'auditeur externe de la Société. Ils ont été approuvés pour publication par le Conseil d'administration le 24 février 2016.

B. BASE DE PRÉPARATION

Base de préparation

Les présents états financiers consolidés intermédiaires sont des états résumés, comme le permet IAS 34. À ce titre, ils ne comprennent pas l'intégralité des informations requises dans un jeu complet d'états financiers. Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires sont destinés à actualiser les informations fournies dans le plus récent jeu complet d'états financiers annuels audités de la Société pour l'exercice terminé le 31 mars 2015. En conséquence, ils doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés annuels audités pour l'exercice terminé à cette date.

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été établis selon une comptabilité au coût historique, sauf autorisation contraire des IFRS et indication contraire aux présentes notes.

Les méthodes comptables appliquées dans la préparation de ces états financiers consolidés résumés intermédiaires sont conformes à celles qui ont été indiquées dans les états financiers consolidés annuels audités de la Société, sauf en ce qui concerne les méthodes prévues pour l'application des nouvelles normes, modifications et interprétations à compter du nouvel exercice de la Société le 1^{er} avril 2015. À moins d'indication contraire, les méthodes comptables ont été appliquées uniformément à toutes les périodes considérées.

En milliers de dollars canadiens

Monnaie fonctionnelle et de présentation

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires sont présentés en dollars canadiens, la monnaie fonctionnelle de la Société et la monnaie fonctionnelle des entités qu'elle consolide.

Saisonnalité

Environ 50 % du financement de la Société, à l'exclusion des crédits parlementaires, provient de revenus publicitaires ayant tendance à suivre un cycle saisonnier, ceux du deuxième trimestre étant habituellement les moins élevés en raison de la baisse des cotes d'écoute durant la saison estivale. Les revenus publicitaires tendent également à varier en fonction des conditions du marché et de l'économie en général ainsi qu'en fonction de la grille de programmation. Par opposition, les revenus d'abonnement sont plus stables d'un trimestre à l'autre. Les dépenses d'exploitation tendent également à suivre un cycle saisonnier lié aux variations de la grille de programmation.

Périmètre de consolidation

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires comprennent les comptes de la Société, de ses filiales (ARTV et The Documentary Channel (*documentary*)), et de deux entités structurées (le Broadcast Centre Trust et la Fiducie de monétisation de CBC/Radio-Canada).

Sources principales d'incertitude relative aux estimations et jugements importants

Pour préparer les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires, la direction doit faire des estimations, formuler des hypothèses et porter des jugements qui ont une incidence sur la valeur des actifs et des passifs comptabilisés à la date de ces états, ainsi que sur la valeur des revenus et des charges présentés dans la période. Elle doit également fournir toutes les informations s'y rapportant.

La direction revoit régulièrement les estimations et tout changement est comptabilisé de façon prospective et inclus dans l'État consolidé résumé intermédiaire du résultat de la période du changement, si le changement ne concerne que cette période, ou de la période du changement et des périodes ultérieures, si celles-ci sont également concernées par le changement. Les chiffres réels pourraient différer de façon importante de ces estimations. De même, les jugements importants sont revus à chaque période de présentation de l'information financière.

Les principales estimations ou les jugements importants de la Société n'ont fait l'objet d'aucun changement depuis la publication des derniers états financiers consolidés annuels audités de la Société au 31 mars 2015.

C. ADOPTION DE NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE NOUVELLES ET RÉVISÉES

La Société a adopté les nouvelles prises de position suivantes publiées par l'IASB ou par l'IFRS Interpretations Committee, et les a appliquées le 1^{er} avril 2015. Ces prises de position n'ont eu aucun effet sur les états financiers consolidés résumés intermédiaires au 31 décembre 2015 et pour le trimestre terminé le 31 décembre 2015.

Modifications apportées à IAS 19 Régimes à prestations définies : Cotisations des membres du personnel

La norme IAS 19 a été modifiée en novembre 2013 pour permettre que les cotisations des membres du personnel qui sont liées uniquement aux services rendus par les membres dans la période pendant laquelle elles sont à verser soient comptabilisées comme une réduction du coût des avantages à court terme du personnel. Ces modifications s'appliquent rétrospectivement aux exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2014.

Améliorations annuelles des IFRS – Cycles 2010-2012 et 2011-2013

Les documents *Améliorations annuelles des IFRS – Cycle 2010-2012* et *Améliorations annuelles des IFRS – Cycle 2011-2013* ont été publiés en décembre 2013. Ces améliorations comprennent un certain nombre de modifications à diverses normes IFRS qui s'appliqueront selon une approche prospective ou rétrospective modifiée aux exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2014.

D. CHANGEMENTS FUTURS DE MÉTHODES COMPTABLES

La Société a examiné les prises de position comptables, tant nouvelles que révisées, qui ont été publiées ainsi que les améliorations annuelles apportées en continu.

Après une évaluation complète, la Société a conclu qu'une fois appliquées, les modifications et les améliorations annuelles ci-après n'auront aucun effet sur ses états financiers consolidés. Toutefois, les conclusions arrêtées quant à l'effet attendu des changements futurs de méthodes comptables pourraient être revues d'ici l'adoption intégrale des normes.

Modifications apportées à IFRS 10 États financiers consolidés et à IAS 28 Participations dans des entreprises associées et des coentreprises

Les modifications apportées à IFRS 10 et à IAS 28 (2011) ont été publiées en septembre 2014. Elles visent à éliminer une incohérence entre les exigences des deux normes en ce qui a trait à la vente ou à l'apport d'actifs entre un investisseur et une entreprise associée ou une coentreprise. Les modifications finales à IFRS 10 et IAS 28 ont été publiées par l'IASB en décembre 2015 afin de reporter indéfiniment la date d'entrée en vigueur des modifications apportées en septembre 2014 à ces normes, d'ici à ce que le projet de recherche sur la méthode de la mise en équivalence soit terminé. Une application anticipée de ces modifications demeure permise.

Modifications apportées à IFRS 11 Partenariats

La norme IFRS 11 a été modifiée en mai 2014 pour fournir des indications sur la comptabilisation des intérêts acquis dans des entreprises communes dont l'activité constitue une entreprise. Cette norme s'appliquera de manière prospective aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016.

Modifications apportées à IAS 16 Immobilisations corporelles et à IAS 38 Immobilisations incorporelles

Les normes IAS 16 et IAS 38 ont été modifiées en mai 2014 pour préciser que l'utilisation d'un mode d'amortissement d'une immobilisation fondé sur les produits n'est pas appropriée et que, dans le cas d'une immobilisation incorporelle, cette présomption est réfutable. Ces modifications s'appliqueront de manière prospective aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016.

Améliorations annuelles des IFRS – Cycle 2012-2014

Le document *Améliorations annuelles des IFRS – Cycle 2012-2014* a été publié en septembre 2014. Ces améliorations comprennent un certain nombre de modifications à diverses normes IFRS qui s'appliqueront de manière rétrospective ou prospective aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016.

La Société continue d'évaluer l'incidence possible, sur ses états financiers consolidés, des normes suivantes :

IFRS 9 Instruments financiers

La norme IFRS 9, publiée en novembre 2009 et modifiée en octobre 2010, s'inscrit dans une démarche en plusieurs phases visant à remplacer la norme actuelle IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*. L'approche préconisée dans IFRS 9 est fondée sur le mode de gestion des instruments financiers appliqué par l'entité dans le cadre de son modèle économique et sur les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des actifs et des passifs financiers. En plus de ce modèle logique de classement et d'évaluation, la norme finale publiée en juillet 2014 comprend un modèle unique et prospectif de dépréciation fondé sur les pertes attendues et une approche sensiblement réformée de la comptabilité de couverture. Cette norme s'appliquera rétrospectivement aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018.

IFRS 15 Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

La norme IFRS 15 a été publiée en mai 2014 et remplace les normes IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, et IAS 11, *Contrats de construction*, de même qu'un certain nombre d'interprétations portant sur les produits des activités ordinaires. Elle établit un cadre exhaustif pour déterminer le moment auquel ces produits doivent être comptabilisés et la méthode d'évaluation applicable. La norme pose comme principe fondamental qu'une entité doit comptabiliser les produits des activités ordinaires au moment où elle transfère des biens ou des services à un client, et selon un montant correspondant à la contrepartie que l'entité prévoit recevoir du client. Les biens ou les services sont transférés lorsque le client en obtient le contrôle. IFRS 15 impose également la communication de nombreuses informations qualitatives et quantitatives nouvelles pour aider les investisseurs à comprendre la nature, le montant, le calendrier et le degré d'incertitude des produits des activités ordinaires. Cette norme s'applique maintenant aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018, l'IASB ayant confirmé le report d'un an de la date d'entrée en vigueur dans le contexte des modifications apportées officiellement à la norme le 11 septembre 2015. Le Conseil des normes comptables a approuvé ce report en janvier 2016. Lorsqu'elle adoptera IFRS 15, la Société l'appliquera intégralement pour la période courante, et rétrospectivement à tous les contrats qui ne sont pas encore achevés au début de cette période. En ce qui concerne les périodes antérieures, la Société pourra soit appliquer la norme dans son intégralité, soit adopter une approche modifiée permise par les directives transitoires. La Société examine actuellement ces options.

En milliers de dollars canadiens

Modifications à IAS 1 Initiative concernant les informations à fournir

IAS 1 a été modifiée en décembre 2014 dans le cadre de l'initiative concernant les informations à fournir amorcée par l'IASB dans sa révision du *Cadre conceptuel*. Les modifications sont circonscrites et visent à clarifier, plutôt qu'à changer en profondeur, les exigences actuelles d'IAS 1 qui, telles que rédigées, ont donné lieu à des interprétations trop prescriptives. Ces modifications s'appliqueront aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016. Une application anticipée est permise.

Modifications à IAS 7 Tableau des flux de trésorerie

La norme IAS 7 a été modifiée en janvier 2016 afin d'améliorer l'information fournie aux utilisateurs d'états financiers concernant les activités de financement ainsi que les soldes de trésorerie et d'équivalents de trésorerie. Les modifications proposées exigeraient que les entités fournissent un rapprochement entre les soldes d'ouverture et les soldes de clôture dans l'état de la situation financière à l'égard des passifs découlant d'activités de financement, à l'exclusion des éléments de capitaux propres, ainsi que la divulgation au sujet des propos qui sont pertinents à la compréhension de la trésorerie d'une entité, tels que les restrictions qui affectent les décisions d'une entité à utiliser la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Ces modifications s'appliqueront aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2017. Une application anticipée est permise.

IFRS 16 Contrats de location

La norme IFRS 16 a été publiée en janvier 2016 en remplacement d'IAS 17 *Contrats de location*, ainsi que les interprétations correspondantes. La nouvelle norme élimine, pour les preneurs, la classification des contrats de location en contrats de location simple ou contrats de location-financement. Tous les contrats de location sont plutôt comptabilisés d'une façon similaire à la comptabilisation des contrats de location-financement sous IAS 17. La nouvelle exigence aura surtout pour effet d'augmenter les actifs loués et les passifs financiers. La norme IFRS 16 *Contrats de location* entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. L'application anticipée est permise uniquement pour les entités qui appliquent également IFRS 15 *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*.

Modifications apportées à IAS 12 Comptabilisation d'actifs d'impôt différé au titre de pertes latentes

La norme IAS 12 a été modifiée en janvier 2016 afin de clarifier la comptabilisation d'actifs d'impôt différé au titre de pertes latentes liés à un instrument d'emprunt évalué à la juste valeur. Dans le but de résoudre cette importante diversité dans la pratique, le Comité d'interprétation a recommandé à l'IASB de clarifier certains principes d'IAS 12 *Impôts sur le résultat*. Ces modifications s'appliqueront de manière rétrospective aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2017. Une application anticipée est autorisée.

3. CRÉANCES CLIENTS ET AUTRES CRÉANCES

	31 décembre 2015	31 mars 2015
Créances clients	121 450	140 999
Provision pour créances douteuses	(2 444)	(2 683)
Autres	15 131	13 128
	134 137	151 444

Les créances clients indiquées dans le tableau ci-dessus comprennent des créances (voir la note 3A) en souffrance à la fin de la période de présentation de l'information financière et pour lesquelles la Société n'a comptabilisé aucune provision pour créances douteuses parce qu'il n'y a pas eu de changement important dans la solvabilité du débiteur et qu'elle estime être encore en mesure de recouvrer les sommes dues.

A. ANCIENNETÉ DES CRÉANCES CLIENTS EN SOUFFRANCE, MAIS NON DÉPRÉCIEES

	31 décembre 2015	31 mars 2015
31 à 60 jours	32 768	22 481
61 à 90 jours	18 413	13 096
Plus de 90 jours	11 879	16 724
Total	63 060	52 301

B. VARIATION DE LA PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES

	31 décembre 2015	31 mars 2015
Solde d'ouverture	(2 683)	(3 719)
Montants irrécouvrables sortis pendant la période	-	2 000
Reprises de pertes de valeur comptabilisées sur les créances	1 077	349
Augmentation nette de la provision pour tenir compte des nouvelles dépréciations	(838)	(1 313)
Solde à la fin de la période	(2 444)	(2 683)

4. PROGRAMMATION

A. PROGRAMMATION PAR CATÉGORIE

	31 décembre 2015	31 mars 2015
Émissions achevées	56 180	61 918
Émissions en cours de production	100 915	39 728
Droits de diffusion des émissions disponibles pour diffusion au cours des douze prochains mois	114 445	68 531
	271 540	170 177
Droits de diffusion des émissions non disponibles pour diffusion au cours des douze prochains mois	88 356	140 113
	359 896	310 290

B. VARIATION DE LA PROGRAMMATION

	31 décembre 2015	31 mars 2015
Solde d'ouverture	310 290	223 714
Additions	737 107	1 070 776
Émissions diffusées	(687 501)	(984 200)
Solde à la fin de la période	359 896	310 290

Les sorties au titre de la programmation incluses sous la ligne « Émissions diffusées » du tableau ci-dessus représentent, pour les périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 31 décembre 2015, respectivement 0,3 million de dollars (0,9 million en 2014) et 1,1 million de dollars (2,9 millions en 2014). Elles sont essentiellement le fait de projets achevés, d'émissions qui n'ont pas été télédiffusées depuis deux ans ou qui ne se prêtent pas à la télédiffusion, ou encore d'émissions pilotes qui ne donnent pas lieu à une série.

En milliers de dollars canadiens

5. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

A. COÛT ET AMORTISSEMENT CUMULÉ

La valeur comptable des immobilisations corporelles s'établit comme suit :

	Terrains	Immeubles	Améliorations locatives	Équipement technique	Autres	Projets d'immobilisations inachevés	Total
Coût au 31 mars 2015	174 552	553 585	53 253	1 129 557	139 591	42 034	2 092 572
Acquisitions	-	-	-	6 799	1 332	44 368	52 499
Transferts (Référer à la note 6)	6	7 811	9 362	34 108	7 081	(56 818)	1 550
Actifs classés comme détenus en vue de la vente	(251)	(5 471)	-	-	-	-	(5 722)
Sorties et amortissements complets	(1)	(6 046)	-	(69 365)	(7 331)	-	(82 743)
Coût au 31 décembre 2015	174 306	549 879	62 615	1 101 099	140 673	29 584	2 058 156
Amortissement cumulé au 31 mars 2015	-	(209 726)	(28 864)	(847 406)	(103 824)	-	(1 189 820)
Amortissement pour la période	-	(22 742)	(2 945)	(42 143)	(8 759)	-	(76 589)
Reclassement de l'amortissement des actifs classés comme détenus en vue de la vente	-	2 790	-	-	-	-	2 790
Reclassement de l'amortissement des actifs sortis et des actifs complètement amortis	-	2 643	-	64 824	6 045	-	73 512
Amortissement cumulé au 31 décembre 2015	-	(227 035)	(31 809)	(824 725)	(106 538)	-	(1 190 107)
Valeur comptable nette au 31 décembre 2015	174 306	322 844	30 806	276 374	34 135	29 584	868 049

	Terrains	Immeubles	Améliorations locatives	Équipement technique	Autres	Projets d'immobilisations inachevés	Total
Coût au 31 mars 2014	174 709	547 264	52 874	1 209 026	142 580	27 170	2 153 623
Acquisitions	-	-	-	9 774	2 808	55 681	68 263
Transferts (Référer à la note 6)	-	13 017	409	21 802	7 214	(40 760)	1 682
Transferts d'actifs sous contrats de location-financement	-	-	-	7 208	2 947	-	10 155
Actifs classés comme détenus en vue de la vente	(48)	(3 190)	-	(2 453)	-	-	(5 691)
Sorties et amortissements complets	(109)	(3 506)	(30)	(115 800)	(15 958)	(57)	(135 460)
Coût au 31 mars 2015	174 552	553 585	53 253	1 129 557	139 591	42 034	2 092 572
Amortissement cumulé au 31 mars 2014	-	(179 369)	(25 836)	(895 476)	(106 405)	-	(1 207 086)
Amortissement cumulé sur le transfert des actifs sous contrats de location-financement	-	-	-	(3 574)	(1 054)	-	(4 628)
Amortissement pour l'exercice	-	(35 376)	(3 058)	(60 219)	(11 997)	-	(110 650)
Reclassement de l'amortissement des actifs classés comme détenus en vue de la vente	-	3 188	-	2 453	-	-	5 641
Reclassement de l'amortissement des actifs sortis et des actifs complètement amortis	-	1 831	30	109 410	15 632	-	126 903
Amortissement cumulé au 31 mars 2015	-	(209 726)	(28 864)	(847 406)	(103 824)	-	(1 189 820)
Valeur comptable nette au 31 mars 2015	174 552	343 859	24 389	282 151	35 767	42 034	902 752

Les engagements contractuels relatifs à l'acquisition d'immobilisations corporelles s'établissent à 23,2 millions de dollars au 31 décembre 2015 (11,9 millions au 31 mars 2015).

B. DÉPRÉCIATION ET AUTRES CHARGES

Aucune perte de valeur n'a été comptabilisée ou reprise pendant les périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 31 décembre 2015 (zéro en 2014).

C. ACTIFS CLASSÉS COMME DÉTENUS EN VUE DE LA VENTE

En conformité avec le plan financier de la Société qui prévoit notamment la réduction de son empreinte immobilière, plusieurs actifs immobiliers étaient classés, à des fins comptables au 31 décembre 2015, comme détenus en vue de la vente, pour une valeur comptable totale de 3,5 millions de dollars (1,6 million au 31 mars 2015). Ces actifs devraient être vendus individuellement au cours des douze prochains mois.

D. SORTIES

Aucune immobilisation corporelle n'a fait l'objet d'une sortie importante au troisième trimestre de 2015-2016.

Au deuxième trimestre, la Société a comptabilisé un gain de 1,1 million de dollars, soit le produit de l'assurance reçu pour la perte d'un car de reportage endommagé au point d'être irréparable en mai 2014.

La Société a vendu pendant le premier trimestre ses actifs de production mobile et des propriétés situées à Iqaluit (Nunavut) et à Gander (Terre-Neuve), qu'elle avait auparavant classées comme détenues en vue de la vente. Le produit de la vente de ces actifs s'est chiffré à 9,3 millions de dollars et a donné lieu à un gain de 3,1 millions de dollars.

D'autres pertes et gains nets pendant les périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 31 décembre 2015 sont attribuables à la sortie ou au remplacement d'équipements dans le cycle normal de renouvellement des actifs de la Société.

6. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

La valeur comptable des immobilisations incorporelles s'établit comme suit :

	Logiciels développés à l'interne	Logiciels acquis	Projets d'immobilisations inachevés	Total
Coût au 31 mars 2015	140 594	26 602	9 499	176 695
Acquisitions	-	-	9 359	9 359
Transferts (Référer à la note 5)	467	3 935	(5 952)	(1 550)
Sorties et amortissements complets	(515)	(568)	-	(1 083)
Coût au 31 décembre 2015	140 546	29 969	12 906	183 421
Amortissement cumulé au 31 mars 2015	(137 090)	(14 281)	-	(151 371)
Amortissement pour la période	(963)	(3 998)	-	(4 961)
Reclassement de l'amortissement des actifs sortis et des actifs complètement amortis	515	141	-	656
Amortissement cumulé au 31 décembre 2015	(137 538)	(18 138)	-	(155 676)
Valeur comptable nette au 31 décembre 2015	3 008	11 831	12 906	27 745

	Logiciels développés à l'interne	Logiciels acquis	Projets d'immobilisations inachevés	Total
Coût au 31 mars 2014	140 893	23 887	4 948	169 728
Acquisitions	-	97	10 150	10 247
Transferts (Référer à la note 5)	1 299	2 618	(5 599)	(1 682)
Sorties et amortissements complets	(1 598)	-	-	(1 598)
Coût au 31 mars 2015	140 594	26 602	9 499	176 695
Amortissement cumulé au 31 mars 2014	(136 720)	(9 612)	-	(146 332)
Amortissement pour l'exercice	(1 830)	(4 669)	-	(6 499)
Reclassement de l'amortissement des actifs sortis et des actifs complètement amortis	1 460	-	-	1 460
Amortissement cumulé au 31 mars 2015	(137 090)	(14 281)	-	(151 371)
Valeur comptable nette au 31 mars 2015	3 504	12 321	9 499	25 324

Aucune perte de valeur n'a été comptabilisée ou reprise pendant les périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 31 décembre 2015 (zéro en 2014).

En milliers de dollars canadiens

7. PARTICIPATION DANS UNE ENTREPRISE ASSOCIÉE

A. DESCRIPTION DE LA PARTICIPATION

Au 31 décembre 2015, la Société détenait 13 056 787 actions à droit de vote subalterne de catégorie A de Sirius XM Canada Holdings Inc. (SiriusXM), ce qui lui conférait 10,15 % des titres de capitaux propres et une participation avec droit de vote de 9,64 % dans SiriusXM.

La politique de distribution de SiriusXM prévoit le versement de dividendes trimestriels et, selon le bon vouloir de l'entreprise, de dividendes spéciaux. Pour les périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 31 décembre 2015, SiriusXM a versé à la Société un dividende trimestriel de 1,4 million de dollars (1,4 million en dividende trimestriel en 2014) et de 4,1 millions de dollars (15,6 millions en dividendes trimestriel et spécial en 2014) respectivement.

B. CONSIDÉRATIONS COMPTABLES

La date de clôture de l'exercice de SiriusXM est le 31 août et ne coïncide pas avec celle de la Société. La norme IAS 28, *Participations dans des entreprises associées et des coentreprises*, prescrit que l'écart entre la date de clôture d'une entreprise associée et celle de l'investisseur ne doit pas être supérieur à trois mois. Conformément à cette exigence, la Société a inclus les résultats intermédiaires de SiriusXM qui lui reviennent dans ses résultats pour la période allant jusqu'au 30 novembre 2015, en phase avec les dernières informations fournies par SiriusXM qui peuvent être rendues publiques. IAS 28 prescrit également un ajustement au résultat pour toute transaction importante qui survient pendant la période en question. Aucun rajustement de ce type n'a été nécessaire pour le trimestre terminé le 31 décembre 2015 (aucun en 2014).

La juste valeur de l'investissement de la Société dans SiriusXM au 31 décembre 2015 était de 54,3 millions de dollars (71,8 millions au 31 mars 2015). Étant donné qu'elle est basée sur le cours de clôture des actions de catégorie A de SiriusXM (TSX: XSR) au 31 décembre 2015, on considère qu'il s'agit d'une évaluation de niveau 1 dans la hiérarchie des justes valeurs.

Les informations financières résumées concernant les placements de la Société sont les suivantes :

	Participation au :		Valeur comptable au :	
	31 décembre 2015	31 mars 2015	31 décembre 2015	31 mars 2015
SiriusXM - actions de cat. A	10,15 %	10,18 %	-	-

Le tableau suivant présente un rapprochement de la valeur comptable de l'investissement de la Société dans SiriusXM, telle qu'elle est comptabilisée dans l'État consolidé résumé intermédiaire de la situation financière :

	31 décembre 2015	31 mars 2015
Solde d'ouverture	-	1 855
Dividendes reçus ¹	-	(1 855)
Solde à la fin de la période	-	-

¹Les dividendes reçus pendant les périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 31 décembre 2015 ont totalisé 1,4 million de dollars (1,4 million en 2014) et 4,1 millions de dollars (15,6 millions en 2014). Les dividendes reçus dans les périodes précédentes ont réduit à zéro la valeur comptable de la participation. Pendant les périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 31 décembre 2015, l'excédent des dividendes reçus sur la valeur comptable de la participation, soit 1,4 million de dollars (1,4 million en 2014) et 4,1 millions de dollars (13,7 millions en 2014), est comptabilisé en résultat net au poste Quote-part du résultat de l'entreprise associée.

La Société n'a aucun passif éventuel ni engagement en ce qui a trait à son entreprise associée.

SiriusXM n'a abandonné aucune activité. Elle n'est assujettie à aucune restriction importante en ce qui concerne le transfert de fonds à ses investisseurs.

8. PROVISIONS

	Réclamations et poursuites	Environnemental	Coûts de restructuration		Total
			Réduction des effectifs	Mise hors service d'actifs	
Solde d'ouverture	32 044	377	6 436	2 105	40 962
Provisions supplémentaires comptabilisées	8 459	-	2 031	-	10 490
Provisions utilisées	(3 086)	-	(3 802)	(1 122)	(8 010)
Réductions découlant d'une réévaluation ou d'un règlement sans coût	(4 556)	-	(2 557)	-	(7 113)
Solde à la fin de la période	32 861	377	2 108	983	36 329

A. COÛTS DE RESTRUCTURATION

Les coûts de restructuration comptabilisés ce trimestre sont en lien avec les initiatives suivantes effectuées en 2014-2015 dans le cadre du nouveau plan stratégique de la Société rendu public en juin 2014 et dont la mise en œuvre exige des réductions d'effectifs jusqu'à hauteur de 1 500 employés d'ici 2020. Ces initiatives sont les suivantes :

- ▶ Le 30 octobre 2014, la Société a annoncé l'élimination de l'équivalent d'environ 400 postes à temps plein. La plupart des employés touchés par cette initiative ont reçu un avis de cessation d'emploi avant la fin de novembre, et les autres, au début de 2015.
- ▶ Le 26 mars 2015, la Société a annoncé son intention d'abolir environ 240 postes équivalents à temps plein de plus.

Les dépenses entraînées par ces réductions d'effectifs comprennent les indemnités de cessation d'emploi, le maintien d'avantages sociaux et les services de remplacement externe, et ont été comptabilisées pour les réductions auxquelles la Société s'était manifestement engagée et dont les coûts étaient raisonnables. Tous les paiements liés à ces provisions devraient être faits dans les douze prochains mois.

Au 31 décembre 2015, les provisions comptabilisées par la Société pour des réductions d'effectifs s'établissent à 2,1 millions de dollars (6,4 millions au 31 mars 2015) et sont incluses dans le passif courant.

La provision pour mise hors service est notamment rattachée à la cessation de la transmission de signaux de télévision analogique et de la transmission sur ondes courtes. Les travaux à l'origine de la provision de 1,0 million de dollars (2,1 millions au 31 mars 2015) devraient être achevés au cours du prochain exercice.

B. RÉCLAMATIONS ET POURSUITES

Diverses réclamations ont été formulées ou des poursuites ont été intentées contre la Société. Dans certains cas, leurs auteurs demandent des dédommagements pécuniaires élevés ou d'autres redressements qui pourraient entraîner des dépenses importantes. Les enjeux portent principalement sur des tarifs de droits d'auteur, des griefs et d'autres litiges.

Bien des incertitudes entourent les poursuites, et le résultat de chaque affaire n'est pas toujours prévisible. Les réclamations dont l'issue est incertaine, qui pourraient donner lieu à des sorties de ressources ou qui ne sont pas mesurables, sont réputées être des éventualités et ne sont pas comptabilisées dans les états financiers consolidés de la Société.

Au 31 décembre 2015, la Société avait constitué des provisions d'une valeur de 32,9 millions de dollars (32,0 millions au 31 mars 2015) au chapitre des litiges. Lorsqu'elles peuvent être estimées, toutes les affaires sont classées comme courantes, puisque la Société s'efforce de résoudre ces cas dans les douze prochains mois.

C. PASSIF ENVIRONNEMENTAL

Au 31 décembre 2015, la Société avait constitué une provision d'une valeur de 0,4 million de dollars pour un problème environnemental (0,4 million au 31 mars 2015). Des échantillons de terrain prélevés à l'ancien site de transmission de la Société situé au mont Logan ont révélé la présence d'hydrocarbures, ce qui oblige la Société à décontaminer le sol. Les coûts des travaux de décontamination qu'il reste à faire sont estimés à 0,4 million de dollars. Les travaux ont été achevés en grande partie durant 2014, mais il faudra peut-être jusqu'à six ans pour terminer le tout.

En milliers de dollars canadiens

D. ÉVENTUALITÉS

Bien des incertitudes entourent les poursuites, et le résultat de chaque affaire n'est pas toujours prévisible. Les passifs éventuels sont des obligations potentielles qui peuvent devenir réelles lorsqu'un ou plusieurs événements futurs se réalisent ou ne se réalisent pas. La Société n'a fourni aucun montant concernant des passifs éventuels.

9. PASSIFS AU TITRE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES DU PERSONNEL

A. ACTIF/PASSIF NETS AU TITRE DES PRESTATIONS DÉFINIES

Les actifs et les passifs liés au personnel comptabilisés et présentés à l'État consolidé résumé intermédiaire de la situation financière sont les suivants :

	Courant		Non courant	
	31 décembre 2015	31 mars 2015	31 décembre 2015	31 mars 2015
Actif net au titre des prestations définies	-	-	440 728	190 342
Passif net au titre des prestations définies	-	-	101 402	106 801
Avantages futurs du personnel	-	-	134 573	140 339
Indemnités de vacances	56 208	55 315	-	-
Réduction des effectifs	18 640	30 809	-	-
Passifs liés aux salaires	58 070	68 752	86	105
	132 918	154 876	236 061	247 245

	31 décembre 2015			31 mars 2015		
	Régime de retraite capitalisé	Régimes de retraite non capitalisés	Autres avantages postérieurs à l'emploi	Régime de retraite capitalisé	Régimes de retraite non capitalisés	Autres avantages postérieurs à l'emploi
Juste valeur des actifs du régime	6 495 920	-	-	6 648 816	-	-
Obligation au titre des prestations définies	6 055 192	101 402	134 573	6 458 474	106 801	140 339
Actif (passif) net lié à l'obligation au titre des prestations définies	440 728	(101 402)	(134 573)	190 342	(106 801)	(140 339)

B. HYPOTHÈSES ACTUARIELLES IMPORTANTES

Comme il est indiqué à la note 4A, *Sources principales d'incertitude relative aux estimations*, des états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice terminé le 31 mars 2015, la direction revoit ses hypothèses actuarielles à la fin de chaque période de présentation de l'information financière pour assurer que le passif (l'actif) net au titre des prestations définies comptabilisé dans les états financiers reflète les changements importants dans les hypothèses actuarielles et les changements importants découlant d'événements ponctuels. L'effet des changements importants dans les hypothèses actuarielles sur le passif (l'actif) net au titre des prestations définies est comptabilisé dans les autres éléments du résultat global en tant que réévaluation pour la période.

Hypothèses – taux annuels	31 décembre 2015	31 mars 2015
Hypothèses utilisées pour établir le coût des prestations de retraite :		
Taux d'actualisation	3,50 %	4,25 %
Hypothèses utilisées pour établir l'obligation au titre des régimes de retraite :		
Taux d'actualisation - régime de retraite	4,00 %	3,50 %
Taux d'actualisation - indemnité de cessation d'emploi	3,00 %	2,75 %
Taux d'actualisation - prestation d'invalidité de longue durée	3,00 %	2,75 %
Taux d'actualisation - assurance vie	4,00 %	3,50 %

C. VARIATIONS DE LA VALEUR ACTUALISÉE DE L'OBLIGATION AU TITRE DES PRESTATIONS DÉFINIES

	31 décembre 2015		31 mars 2015	
	Régimes de retraite	Autres avantages postérieurs à l'emploi	Régimes de retraite	Autres avantages postérieurs à l'emploi
Obligation au titre des prestations définies, solde d'ouverture	6 565 275	140 339	5 649 933	136 481
Coût des services rendus	94 248	3 735	98 839	5 311
Coût financier	170 847	2 859	237 284	4 874
Cotisations des employés	35 160	-	47 359	-
Réévaluations :				
Écarts actuariels découlant de changements dans les hypothèses financières	(480 980)	(3 534)	810 039	6 653
Écarts actuariels découlant des ajustements liés à l'expérience	(2 940)	-	1 803	-
Prestations versées	(225 016)	(8 826)	(279 982)	(12 980)
Obligation au titre des prestations définies, fin de la période	6 156 594	134 573	6 565 275	140 339

Les changements dans les hypothèses démographiques n'ont donné lieu à aucune réévaluation dans la période considérée.

D. VARIATIONS DE LA JUSTE VALEUR DES ACTIFS DU RÉGIME

	31 décembre 2015		31 mars 2015	
	Régimes de retraite	Autres avantages postérieurs à l'emploi	Régimes de retraite	Autres avantages postérieurs à l'emploi
Juste valeur des actifs du régime, solde d'ouverture	6 648 816	-	5 587 972	-
Frais d'administration (autres que les coûts de gestion des placements)	(4 620)	-	(5 340)	-
Revenus d'intérêts tirés des actifs du régime de retraite	172 134	-	233 795	-
Rendement des actifs du régime de retraite, à l'exclusion des revenus d'intérêts	(174 521)	-	1 004 950	-
Cotisations des employés	35 160	-	47 359	-
Cotisations de la Société	43 967	8 826	60 062	12 980
Prestations versées	(225 016)	(8 826)	(279 982)	(12 980)
Juste valeur des actifs du régime, fin de la période	6 495 920	-	6 648 816	-

E. COÛTS DU RÉGIME À PRESTATIONS DÉFINIES

Montants comptabilisés en résultat global

	Pour les trois mois terminés le 31 décembre		Pour les neuf mois terminés le 31 décembre	
	2015	2014	2015	2014
Coût des services rendus	32 661	25 898	97 983	77 694
Frais d'administration (autres que les coûts de gestion des placements)	1 540	1 335	4 620	4 005
Coût financier de l'obligation au titre des prestations définies	57 902	60 468	173 706	181 404
Revenus d'intérêts tirés des actifs du régime de retraite	(57 378)	(58 449)	(172 134)	(175 347)
Autres	160	-	(166)	148
Charge comptabilisée en résultat net	34 885	29 252	104 009	87 904
Plus :				
Réévaluations comptabilisées en autres éléments du résultat global	(177 514)	(31 338)	(312 767)	(89 253)
Total comptabilisé en résultat global	(142 629)	(2 086)	(208 758)	(1 349)

Les résultats non distribués comprennent des gains actuariels cumulatifs de 680,1 millions de dollars au 31 décembre 2015 (gains de 367,4 millions au 31 mars 2015).

En milliers de dollars canadiens

Charge comptabilisée en résultat net

	Pour les trois mois terminés le 31 décembre		Pour les neuf mois terminés le 31 décembre	
	2015	2014	2015	2014
Coûts des services de télévision, de radio et des services numériques	33 490	28 083	99 849	84 388
Transmission, distribution et collecte	1 046	877	3 120	2 637
Administration nationale	349	292	1 040	879
Total	34 885	29 252	104 009	87 904

F. TOTAL DES PAIEMENTS

La Société a effectué les paiements suivants au titre des prestations de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme :

	Pour les trois mois terminés le 31 décembre		Pour les neuf mois terminés le 31 décembre	
	2015	2014	2015	2014
Prestations versées directement aux bénéficiaires	2 942	2 967	8 826	8 901
Cotisations habituelles de l'employeur aux régimes de retraite	16 401	17 741	43 967	46 576
Total des paiements pour les régimes à prestations définies	19 343	20 708	52 793	55 477

La capitalisation du Régime est basée sur les évaluations actuarielles qui sont faites une fois par an. Les employés doivent cotiser au Régime selon un pourcentage de leur salaire admissible. La Société complète la capitalisation, au besoin, selon les évaluations actuarielles.

10. REVENUS

La Société a comptabilisé des revenus provenant des sources suivantes :

	Pour les trois mois terminés le 31 décembre		Pour les neuf mois terminés le 31 décembre	
	2015	2014	2015	2014
Publicité	76 624	77 737	188 733	269 911
Revenus d'abonnement	33 675	33 166	100 973	100 694
Location d'immeubles, de pylônes de transmission, d'installations et de services	11 785	13 485	33 245	36 548
Production	5 407	4 248	39 573	15 630
Programmation numérique	3 391	3 914	12 084	16 616
Droits de retransmission	781	1 409	2 282	4 622
Commandites d'émission	658	2 191	3 051	4 580
Autres services	1 727	1 313	2 872	3 306
Total des revenus liés à la prestation des services	134 048	137 463	382 813	451 907
Total des revenus financiers	2 411	2 811	7 644	7 862
Contribution du Fonds pour l'amélioration de la programmation locale (FAPL)	-	15	-	8 963
Revenus de contrats-échanges autres que publicitaires	2 149	2 651	8 772	4 511
Gain sur taux de change	261	152	281	986
Gain (perte) net(te) provenant de l'évaluation à la juste valeur d'instruments financiers	304	(121)	541	(537)
Total Revenue	139 173	142 971	400 051	473 692

11. FINANCEMENT PUBLIC

A. FINANCEMENT PUBLIC REÇU

Les crédits parlementaires approuvés et les sommes reçues par la Société sont ventilés comme suit :

	Pour les trois mois terminés le 31 décembre		Pour les neuf mois terminés le 31 décembre	
	2015	2014	2015	2014
Financement des activités d'exploitation	246 500	270 006	627 000	592 042
Financement des immobilisations	32 499	29 000	70 000	74 965
Financement du fonds de roulement	1 000	1 000	3 000	3 000
	<u>279 999</u>	<u>300 006</u>	<u>700 000</u>	<u>670 007</u>

Le financement public approuvé et reçu par la Société au cours du trimestre est comptabilisé comme ci-après dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires.

Le crédit parlementaire pour les activités d'exploitation est comptabilisé dans l'État consolidé résumé intermédiaire du résultat. Il correspond à la différence nette entre les dépenses et les revenus autogénérés budgétés pour le trimestre.

Les budgets trimestriels sont dérivés du budget annuel approuvé par le Conseil d'administration au début de chaque exercice. Ils reflètent le financement public attendu de l'exercice ainsi que les impacts saisonniers des dépenses et des revenus autogénérés.

B. PRÉLÈVEMENT DIFFÉRÉ SUR LE CRÉDIT POUR LES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

	31 décembre 2015	31 mars 2015
Financement des activités d'exploitation reçu au cours de la période	627 000	929 284
Moins: Crédit parlementaire pour les activités d'exploitation comptabilisé dans l'État consolidé résumé intermédiaire du résultat au cours de la période	(591 794)	(929 284)
Crédit parlementaire d'exploitation reporté	35 206	-

C. FINANCEMENT DES IMMOBILISATIONS DIFFÉRÉ

Le financement des immobilisations reçu est comptabilisé à titre de financement des immobilisations différé dans l'État consolidé résumé intermédiaire de la situation financière et le revenu est comptabilisé à l'État consolidé résumé intermédiaire du résultat de la même façon et sur les mêmes périodes que les immobilisations corporelles et les immobilisations incorporelles auxquelles il se rapporte.

	31 décembre 2015	31 mars 2015
Solde d'ouverture	520 200	518 272
Financement public au titre des immobilisations	70 000	104 740
Amortissement du financement des immobilisations différé	(71 280)	(102 812)
Solde à la fin de la période	518 920	520 200

En milliers de dollars canadiens

12. VARIATIONS DU FONDS DE ROULEMENT

	Pour les trois mois terminés le 31 décembre		Pour les neuf mois terminés le 31 décembre	
	2015	2014	2015	2014
Variations du fonds de roulement sont composées de :				
Créances clients et autres créances	(8 378)	5 786	17 148	122 303
Actif de programmation (courant)	17 934	20 040	(101 363)	5 199
Stocks de marchandisage	1	(16)	18	(1)
Charges payées d'avance	431	(9 573)	(346)	(12 867)
Créditeurs et charges à payer	(9 385)	(16 757)	(19 655)	(38 381)
Provisions	(3 585)	(905)	(4 633)	5 094
Passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel (courant)	(6 448)	5 005	(30 641)	18 476
Revenus différés (courant)	(1 575)	7 883	(7 256)	(6 498)
	(11 005)	11 463	(146 728)	93 325

13. ÉVALUATIONS DE LA JUSTE VALEUR

Les justes valeurs de la trésorerie, des créances clients et autres créances, de la tranche courante des billets à recevoir, de la tranche courante de l'investissement dans un contrat de location-financement, des créditeurs et des charges à payer, de la tranche courante de la dette obligataire, de la tranche courante de l'obligation au titre de contrats de location-financement et de la tranche courante des effets à payer avoisinent les valeurs comptables de ces instruments en raison de leurs échéances rapprochées.

Le tableau ci-après présente les valeurs comptables et les justes valeurs des autres actifs et passifs financiers de la Société :

	31 décembre 2015		31 mars 2015		Note
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	
Instruments financiers évalués à la juste valeur :					
Actifs financiers dérivés					
Contrats à terme	667	667	161	161	(a) Niveau 1
Options sur actions	127	127	108	108	(b) Niveau 2
Instruments financiers évalués au coût amorti :					
Billets à recevoir (non courant)	41 552	48 802	43 507	51 970	(c) Niveau 2
Investissement dans un contrat de location-financement (non courant)	45 179	54 044	47 379	57 470	(c) Niveau 2
Dette obligataire (non courant)	236 851	314 339	251 237	343 663	(d) Niveau 2
Obligation au titre de contrats de location-financement (non courant)	19 503	19 858	20 671	21 629	(d) Niveau 2
Effets à payer (non courant)	93 764	106 283	100 513	115 918	(d) Niveau 2

Il n'y a pas eu de transferts entre les différents niveaux pendant les périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 31 décembre 2015. Par ailleurs, aucune perte de valeur ou reprise de perte de valeur n'a été comptabilisée pendant les périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 31 décembre 2015 (zéro en 2014).

(a) La juste valeur est établie d'après un modèle des flux de trésorerie actualisés basé sur les prix observables sur un marché à terme normalisé.

(b) La juste valeur est estimée grâce à un modèle d'évaluation des options dont les principales données d'entrée sont notamment le cours de clôture des actions détenues, les taux officiels des obligations du gouvernement et les rendements des actions observables directement.

(c) La juste valeur des diverses sommes à recevoir a été déterminée en utilisant les flux de trésorerie futurs attendus, actualisée au moyen des taux officiels des obligations du gouvernement, dont les conditions et les caractéristiques sont semblables, et ajustée par un facteur qui reflète la solvabilité des contreparties.

(d) La juste valeur des divers passifs financiers de la Société a été déterminée en utilisant les flux de trésorerie futurs attendus, actualisée au moyen des taux officiels des obligations du gouvernement dont les conditions et les caractéristiques sont semblables, et ajustée par un facteur qui reflète la solvabilité de la Société.

14. PARTIES LIÉES

Dans le cadre de ses activités courantes, la Société conclut des transactions avec des parties liées conformément aux conditions commerciales normales applicables à tous les particuliers et à toutes les entreprises, ainsi qu'aux prix du marché. Elle les comptabilise à la juste valeur. Les transactions suivantes ont été effectuées avec des parties liées :

A. TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES AUTRES QUE DES ENTITÉS LIÉES À UNE AUTORITÉ PUBLIQUE

	Pour les trois mois terminés le 31 décembre					
	Prestation de services		Utilisation de services		Cotisations de retraite	
	2015	2014	2015	2014	2015	2014
Entreprise associée	621	408	-	-	-	-
Autres entités liées ¹	313	30	21	-	-	-
Régime de retraite de la Société	-	-	-	-	16 401	17 600
	934	438	21	-	16 401	17 600

¹Les transactions avec les autres entités liées correspondent essentiellement à la prestation de services administratifs au Régime de retraite de la Société.

	Pour les neuf mois terminés le 31 décembre					
	Prestation de services		Utilisation de services		Cotisations de retraite	
	2015	2014	2015	2014	2015	2014
Entreprise associée	1 794	1 840	-	-	-	-
Autres entités liées ¹	369	90	167	-	-	-
Régime de retraite de la Société	-	-	-	-	43 967	46 435
	2 163	1 930	167	-	43 967	46 435

¹Les transactions avec les autres entités liées correspondent essentiellement à la prestation de services administratifs au Régime de retraite de la Société.

Les sommes à recevoir des parties liées s'établissaient comme suit à la fin de la période et étaient incluses dans le poste Créances clients et autres créances dans l'État consolidé résumé intermédiaire de la situation financière :

	Sommes dues par les parties liées	
	31 décembre 2015	31 mars 2015
Entreprise associée	558	542
Autres entités liées	283	-
	841	542

La Société ne devait aucune somme à des parties liées au 31 décembre 2015 (aucune au 31 mars 2015).

Les sommes à recevoir ne sont pas garanties et seront réglées en espèces. Aucune dépense n'a été comptabilisée dans la période considérée ou dans des périodes antérieures relativement à des créances irrécouvrables ou douteuses de parties liées.


B. AUTRES TRANSACTIONS AVEC UNE ENTREPRISE ASSOCIÉE

La Société n'a effectué aucune transaction significative avec son entreprise associée pendant la période considérée ou la période précédente autre que les dividendes reçus, comme il est indiqué à la note 7.

C. TRANSACTIONS AVEC DES ENTITÉS LIÉES À DES AUTORITÉS PUBLIQUES

CBC/Radio-Canada, une société d'État fédérale, exerce ses activités dans un environnement économique dominé par des entités sous le contrôle direct ou indirect du gouvernement fédéral par l'entremise de ses autorités, organismes, entités affiliées et autres organisations (désignées collectivement par « entités liées à une autorité publique »).

Pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2015, la valeur globale des transactions significatives de la Société avec d'autres entités liées à une autorité publique s'établit à 0,3 million de dollars pour la prestation de services (0,3 million en 2014) et à 0,6 million de dollars pour l'achat de biens et de services (0,3 million en 2014). Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2015, cette valeur s'établit à 1,1 million de dollars (0,8 million en 2014) et à 1,4 million de dollars (1,0 million en 2014) respectivement pour la prestation de services et pour l'achat de biens et de services. Aucune transaction individuellement significative n'a été effectuée pendant les périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 31 décembre 2015 (aucune en 2014).



En milliers de dollars canadiens

15. ENGAGEMENTS

La note 27, *Engagements*, des états financiers consolidés de la Société pour l'exercice terminé le 31 mars 2015 traite en détail des engagements de la Société. Les engagements relatifs à l'achat d'immobilisations corporelles pris pendant le trimestre considéré sont décrits à la note 5A, *Immobilisations corporelles* des présentes. Aucun autre changement significatif n'est survenu dans les engagements pendant le troisième trimestre de 2015-2016.